Princes et élèves : les études des princes d'Orléans sous l'autorité de Madame de Genlis (1782-1792)

*Princes and Pupils: The Education of the Princes d'Orléans under the supervision
of Mme de Genlis*

Dominique Julia

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/4460>

DOI : 10.4000/histoire-education.4460

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 15 janvier 2019

Pagination : 63-121

ISBN : 979-10-362-0144-8

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Dominique Julia, « Princes et élèves : les études des princes d'Orléans sous l'autorité de Madame de Genlis (1782-1792) », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 151 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/4460> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.4460>

Princes et élèves : les études des princes d'Orléans sous l'autorité de Madame de Genlis (1782-1792)

Dominique Julia

De ma vie je ne me suis mêlée d'affaires de politique ou d'ambition ; mon dégoût pour tout ce qui peut y ressembler, et par conséquent mon incapacité sur ce point, étaient si reconnus, que jamais mes amis les plus intimes ne m'ont consultée sur leurs projets dans ce genre (Stéphanie-Félicité de Genlis, *Mémoires inédits sur le XVIII^e siècle*, t. IV, 1825, p. 87).

L'éducation du roi Louis-Philippe, de ses frères et de sa sœur¹ est un objet d'histoire dont la première qualité n'est certes pas la nouveauté*. Les biographes ont tous été contraints de traiter ce point de passage obligé d'une vie et la documentation, sur ce point, ne leur a pas fait défaut. La question centrale tourne toujours, peu ou prou, autour du rôle qu'a pu jouer dans cette éducation le « gouverneur » nommé en 1782 par le duc de Chartres pour ses enfants : la comtesse de Genlis². Cette focalisation est liée à une double raison. La première est que la nomination d'une femme à la tête d'une éducation princière était une innovation qui eut un retentissement considérable dans l'espace public et ne cessa de susciter des polémiques jusqu'à la Révolution : M^{me} de Genlis, de ce point de vue, fut la cible d'attaques constantes et elle aimait suffisamment la gloire pour ne pas dédaigner l'éclat des combats de plume dans l'espace public. D'autre part, elle a mis un soin extrême à sculpter sa statue pour la postérité

* Je remercie Egle Becchi, Annie Bruter, Pierre Caspard et Anne-Marie Chartier pour les observations qu'ils ont bien voulu me transmettre à la lecture de cet article.

- 1 Les princes d'Orléans dont il sera question ici sont Louis-Philippe, duc de Valois, puis à la mort de son grand-père Louis-Philippe-Joseph en 1785, duc de Chartres (1773-1850) et à celle de son père, Philippe-Égalité guillotiné en 1793, duc d'Orléans ; Antoine-Philippe, duc de Montpensier (1775-1807) ; Louis-Charles, comte de Beaujolais (1779-1808) ; Eugène-Adélaïde-Louise (1777-1847) dite Mademoiselle d'Orléans à la mort de sa sœur jumelle en 1782.
- 2 Pour la bibliographie concernant cet auteur, voir Marie-Emmanuelle Plagnol-Diéval, *Madame de Genlis*, Paris/Rome, Memini, 1996. Depuis cette date, de nombreux livres ou actes de colloque ont été consacrés à cet auteur. Stéphanie-Félicité de Genlis (1746-1830), née Ducrest de Saint-Aubin est l'épouse de Charles-Alexis Brûlart, comte de Genlis, capitaine des gardes du duc d'Orléans. Elle porte le titre de marquise de Sillery à partir d'août 1786.

et a rédigé de nombreux écrits apologétiques pour défendre le type d'éducation qu'elle a donnée aux princes et princesses d'Orléans. Deux d'entre eux ont constitué un Eldorado pour les historiens. Tout d'abord les deux volumes des *Leçons d'une gouvernante ou Fragmens d'un Journal, qui a servi pour l'Education des Enfans de Monsieur d'Orléans*, édités en 1791³, au moment où elle est congédiée par la duchesse d'Orléans. L'auteur s'explique sur les raisons de cette publication dans sa préface :

« Persécutée d'une manière inouïe depuis deux ans, je n'ai qu'un moyen certain de confondre la méchanceté de mes ennemis et de réfuter leurs absurdes calomnies, c'est d'offrir au public le tableau fidèle de ma conduite »⁴.

Fidèle à une ligne qu'elle a observée depuis sa nomination, puisque l'édition d'*Adèle et Théodore*⁵ coïncide très exactement avec celle-ci, M^{me} de Genlis prenait donc l'opinion publique à témoin de l'excellence de son action éducatrice au moment de son éviction⁶. Ensuite les *Mémoires* publiés en 1825 ont constitué, par le foisonnement des anecdotes qu'ils rapportent, une source très riche où puiser⁷. Du même coup, l'historiographie s'est beaucoup appuyée sur ces textes imprimés sans forcément prendre le recul critique nécessaire par rapport aux stratégies rhétoriques de l'auteur. Elle a gardé de sa genèse l'aspect polémique des écrits initiaux, les auteurs se livrant soit à un dithyrambe du système d'éducation genlisien, soit, au contraire, à un dénigrement systématique, alors que, plus de deux siècles après cette histoire, le temps est peut-être venu d'analyser plutôt que de prendre parti. Pour ne retenir ici que deux exemples,

3 Stéphanie-Félicité de Genlis, *Leçons d'une gouvernante ou Fragmens d'un Journal, qui a servi pour l'Education des Enfans de Monsieur d'Orléans*, deux tomes, Paris, 1791.

4 *Ibid.*, t. 1, p. 10.

5 S.-F. de Genlis, *Adèle et Théodore ou Lettres sur l'éducation contenant tous les principes relatifs aux trois différens plans d'éducation des Princes, des jeunes Personnes de l'un et l'autre sexe*, trois tomes, Paris, 1782 ; édition critique établie par Isabelle Brouard-Arends, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006.

6 Nous nous interrogerons en conclusion sur la violence de la rupture qui a conduit au congédiement de M^{me} de Genlis. Les circonstances en sont bien connues des historiens depuis la publication des documents conservés à la bibliothèque de l'Institut dont il sera parlé plus loin. La liaison du duc d'Orléans avec M^{me} de Genlis (précoce puisqu'elle remonte à 1772) « n'était un secret pour personne » selon la baronne d'Oberkirch, bien que les amants aient dû la dissimuler aux regards : le même témoin se souvient que, se promenant dans le jardin de la Folie Saint-James à Neuilly, elle dérangea beaucoup « un couple amoureux. C'étaient M. le duc d'Orléans et Madame de Genlis. Ils étaient censés brouillés par respect pour Madame la duchesse d'Orléans, qui l'avait obtenu à force de larmes ». L'épisode n'est pas daté mais appartient au récit de son voyage à Paris dans l'hiver 1787. Il peut lui être antérieur, *Mémoires de la baronne d'Oberkirch*, t. 2, Paris, 1853, p. 76 et 376.

7 S.-F. de Genlis, *Mémoires inédits sur le dix-huitième siècle et la Révolution française depuis 1756 jusqu'à nos jours*, Paris, Ladvocat, 1825, notamment t. 2 et 3.

parmi les plus récents, Gabriel de Broglie, biographe le plus autorisé, conclut que le génie propre de son héroïne est la pédagogie :

« Elle déploya sur ce terrain son activité et son application qui étaient immenses. Elle n'y mit aucun esprit de système ni aucune prétention à la théorie. L'éducation était pour elle un art de réalisation et de minutie. Sa vocation fut de mettre en pratique sa propre expérience et de faire bénéficier les enfants, qu'elle adorait, de ce qu'elle avait découvert elle-même : la douceur des bons sentiments, le charme de l'étude, les bienfaits de l'occupation, le moyen d'acquérir des talents »⁸.

À l'inverse, Guy Antonetti, biographe de Louis-Philippe dresse un réquisitoire sans appel contre l'éducation superficielle, égoïste dans son inspiration et incohérente dans ses principes que délivra le gouverneur des enfants d'Orléans⁹.

Depuis une trentaine d'années cependant, de nouveaux documents, qui complexifient le tableau de l'enfance de Louis-Philippe ont été mis au jour et il semble qu'il vaille vraiment la peine de reprendre le tableau d'ensemble. Pour la clarté de l'exposé, on présentera d'abord une mise au point sur les sources disponibles, puis on s'efforcera de pointer quelques questions majeures qui surgissent de cette exhumation.

I. Les sources : état des lieux

Les journaux de santé rédigés par les médecins des monarques sont connus depuis longtemps par les historiens : l'exceptionnel témoignage de Jean Héroard sur l'enfance de Louis XIII fait souvent oublier la destination première de l'écrit qui est d'être un journal de l'hygiène corporelle du prince¹⁰; les journaux de santé rédigés par les médecins de Louis XIV ont été publiés dès 1862¹¹. Le genre littéraire du journal d'éducation qui émerge dans les années 1770 et auquel Philippe Lejeune a récemment consacré une précieuse mise au point n'appartient pas à cette tradition : il est lié à la naissance du journal personnel en France

8 Gabriel de Broglie, *Madame de Genlis*, Paris, Perrin, 1985, p. 472. Selon cet auteur, « l'adoration de ceux qui lui furent confiés l'innocente de l'accusation de chantage ou de despotisme » (p. 470).

9 Guy Antonetti, *Louis-Philippe*, Paris, Fayard, 1994, p. 93-122.

10 Madeleine Foisil, *Journal de Jean Héroard*, deux tomes, Paris, Fayard, 1989; voir particulièrement l'introduction, t. 1, p. 56-65.

11 J.-A. Le Roi (éd.), *Journal de la santé du roi Louis XIV de l'année 1647 à l'année 1711 écrit par Vallot, d'Aquin et Fagon, tous trois ses Premiers-Médecins*, Paris, 1862; Stanis Perez, *La santé de Louis XIV. Une biohistoire du Roi-Soleil*, Seyssel, Champ Vallon, 2007.

dans ces mêmes années¹². Il se subdivise d'ailleurs lui-même en deux branches : l'une est constituée par les journaux d'éducation rédigés par les précepteurs ou les parents et où ils consignent leur activité pédagogique journalière ainsi que ses résultats ; l'autre consiste dans l'apprentissage technique, par les élèves eux-mêmes, de la tenue d'un journal destiné à leur procurer progressivement une autonomie qui reste cependant sous l'étroit contrôle des éducateurs ou des parents. À juste titre, Philippe Lejeune met l'accent sur l'importance toute particulière des théoriciens du mouvement philanthropiniste allemand dans ce développement : l'analyse du journal tenu de 1791 à 1797 par Otto van Eck, – ce fils d'un avocat néerlandais fortement engagé dans la révolution batave est alors âgé de dix à dix-sept ans – est tout à fait éclairante sur ce point¹³. Dans *Adèle et Théodore*, roman épistolaire publié en janvier 1782, M^{me} de Genlis met en scène le gouverneur d'un prince, le comte de Roseville, qui, dans treize lettres adressées au personnage principal, le baron d'Almane, disserte sur l'institution du prince : elle emprunte très largement la matière de celles-ci à la traduction française, parue en 1777, du livre de Basedow, *Agathokator oder von Erziehung künftigen Regenten* (publié d'abord à Leipzig en 1771)¹⁴. Elle fait d'ailleurs explicitement référence à cet ouvrage à propos de la manière de choisir le gouverneur d'un futur monarque¹⁵. Dans cette fiction, ce dernier écrit quotidiennement un compte rendu détaillé des fautes commises par son élève et le lui fait lire à haute voix dès le lendemain matin ; il remet au prince, lorsque celui-ci a atteint l'âge de treize ans, huit volumes de son écriture qui contiennent le journal de son enfance : il avertit son élève que son manuscrit

12 Philippe Lejeune, « Journaux d'éducation, éducation par le journal », in *Aux origines du journal personnel France 1750-1815*, Paris, Honoré Champion, 2016, p. 397-421. Voir aussi, aux p. 325-344, l'étude sur le journal du marquis Marc de Bombelles, « Bombelles et Bombon » que l'auteur destine à son (puis à ses) fils et qui doit servir à leur éducation lorsqu'ils seront parvenus à l'adolescence.

13 Voir Arianne Baggermann, Rudolf Dekker, *Child of the Enlightenment Revolutionary Europe Reflected in a Boyhood Diary*, Leyde, Brill, 2009. Le journal lui-même a été édité par les mêmes auteurs : Otto van Eck, *Dagboek 1791-1797*, Hilversum, Verloren, 1998. Voir également l'article qu'ils ont publié en langue française, « Sensibilité et éducation d'un enfant à l'époque batave. Le journal intime d'Otto van Eck (1791-1796) », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 326, octobre-décembre 2001, p. 129-139.

14 Johann Bernhard Basedow, *De l'éducation des princes destinés au trône*, Yverdon, 1777. Sur ce livre, voir François Genton, « Agathokator ou de l'éducation des princes destinés au trône (1770-1771) de Basedow : formation pédagogique et résignation politique », in Gérard Luciani, Catherine Volpillac-Auger (éd.), *L'Institution du prince au XVIII^e siècle*, Ferney-Voltaire, Centre international d'étude du XVIII^e siècle, p. 53-62. Sur les emprunts faits par M^{me} de Genlis, voir l'introduction de Isabelle Brouard-Arends à la réédition critique d'*Adèle et Théodore*, op. cit., p. 23.

15 S.-F. de Genlis, *Adèle et Théodore*, op. cit., [1782, t. 3, lettre LIII], 2006, p. 570-573.

sera rendu public après sa mort et que s'il avait à y consigner un incident «véritablement blâmable», il interromprait immédiatement son écriture et le quitterait : on saisit là une indication du rôle pédagogique central que doit jouer, selon l'auteur, le journal d'éducation¹⁶.

Les premiers biographes de Louis-Philippe n'ont pas méconnu les journaux de son éducation. Marguerite Castillon du Perron, arrière-petite-fille de Victor Duruy a sans doute été la première à pénétrer dans les archives de la maison d'Orléans, lorsque celles-ci, avant leur transfert à Dreux, se trouvaient encore dans l'une des chambres fortes de la banque Coutts à Londres et n'étaient même pas classées. Elle évoque le journal du voyage à Spa en 1787, rédigé par Louis-Philippe lui-même¹⁷. Celui-ci vient d'être excellemment publié par Isabelle Havelange, accompagné de l'extrait du *Journal d'éducation* rédigé par le sous-gouverneur Charles Gardeur-Lebrun à propos de ce même voyage¹⁸. Le *Journal d'éducation* du chevalier Bernard de Bonnard, qui fut, avant la prise de pouvoir de M^{me} de Genlis, sous-gouverneur des ducs de Valois et de Montpensier de 1778 à 1782 n'était pas, lui non plus, inconnu des historiens. Le baron de Maricourt, qui publie en 1913 une biographie de la duchesse d'Orléans, y avait eu accès alors et écrit qu'«on doit en espérer la prochaine publication»¹⁹. La figure de Bernard de Bonnard est désormais beaucoup mieux connue²⁰.

Il reste à explorer le massif des journaux d'éducation écrits par ou sous l'autorité de M^{me} de Genlis. Philippe Lejeune a consacré une esquisse pénétrante et judicieuse à ce qu'il appelle son système «panoptique» en utilisant l'un des

16 *Ibid.*, [1782, t. 1, lettre XXXVI], 2006, p. 177-178 ; [t. 2, lettre II], 2006, p. 256.

17 Marguerite Castillon du Perron, *Louis-Philippe et la Révolution française*, deux tomes, Paris, Perrin, 1963 ; sur le voyage à Spa, t. 1, p. 87-95. Ce journal est conservé en dépôt aux Archives nationales (AN), 300 AP III 13, pièce n° 1.

18 Louis-Philippe d'Orléans, Charles Gardeur-Lebrun, *Journaux de voyage et d'éducation, Spa, été 1787*, édition critique par Isabelle Havelange, Paris, Classiques Garnier, 2015.

19 André de Maricourt, *Louise-Marie-Adélaïde de Bourbon Penthièvre, duchesse d'Orléans. La jeunesse*, Paris, Emile-Paul, 1913, p. 161. Le fonds entier des archives de la famille de Bonnard est acquis par les Archives nationales en 1974 et constitue désormais la série 352 AP. Guy Antonetti, *op. cit.*, est le premier à dédier un chapitre entier au chevalier de Bonnard (p. 52-92).

20 Dominique Julia, «Bernard de Bonnard, gouverneur des princes d'Orléans et son Journal d'éducation (1778-1782)», *Mélanges de l'École française de Rome Italie et Méditerranée*, t. 109/1, 1997, p. 383-464 ; Simone Gougeaud-Arnaudeau, *La vie du chevalier de Bonnard 1744-1784 ou Le bonheur de la raison*, Paris, L'Harmattan, 2005 ; Dominique Julia, «Un educatore di principi nel Settecento: Bernard de Bonnard (1778-1782)», in Egle Becchi, Monica Ferrari (dir.), *Formare alle professioni. Sacerdoti, principi, educatori*, Milan, Franco Angeli, 2009, p. 285-309. Procurée par nos soins, l'édition du journal d'éducation sera publiée en 2019 dans la collection des Classiques Garnier.

manuscripts conservés à Chantilly²¹. La comtesse, dans ses *Leçons d'une gouvernante* a dressé elle-même la liste des journaux qu'elle a rédigés ou fait rédiger :

«Récapitulation des journaux d'éducation que j'ai faits ou fait faire

1° Le Journal de Le Brun contenant le détail de tout ce que nos élèves ont fait et dit durant le temps qu'ils ne passaient pas avec moi, avec le récit de toutes nos discussions intérieures ; Journal commencé aussitôt que les enfants nous ont été confiés, et continué jusqu'à ce jour sans autre interruption que celle des voyages que j'ai faits avec mes élèves sans M. Le Brun

2° Mon journal particulier que je n'ai point lu aux enfants et que j'ai fait pendant quatre ans, il contient mes observations et réflexions sur mes élèves, sur les instituteurs, etc.

3° Mon journal fait pour être lu à mes élèves, qui a succédé au précédent et que j'ai continué jusqu'à ce jour.

4° Le journal des matinées de M. de Beaujolais, fait par M. Barrois.

Et 5° le journal fait à Bellechasse²² par Mademoiselle Rime.

Il résulte de tous ces ouvrages qu'il est exactement vrai que je puis rendre un compte fidèle et détaillé, minute par minute, de toutes les paroles et actions de mes élèves, de toutes les instructions qu'on leur a données et de la manière dont ils ont pris leurs leçons, depuis l'instant où on me les a confiés jusqu'au 26 avril dernier, c'est-à-dire pendant l'espace de onze années et demie. Certainement jusqu'ici aucun instituteur n'a été en état de pouvoir rendre un tel compte ; je crois avoir fait une chose utile en prouvant que cette exactitude scrupuleuse est d'une exécution possible, et je répéterai qu'il serait fort désirable qu'on l'exigeât à l'avenir des instituteurs chargés de l'éducation des enfants de nos rois²³.

M^{me} de Genlis énumère la liste et évalue un peu plus loin le volume des écrits produits par son activité pédagogique :

«Tout le travail ci-dessus, entièrement écrit de ma main, forme à peu près 35 gros volumes manuscrits qui en feraient près de 50 à l'impression. J'en ai tous les originaux que je fais copier successivement pour mes élèves, qui désirent avoir cette collection complète, qui a été uniquement faite pour eux, et qu'ils ont lue et relue plusieurs fois. Ce travail peut paraître considérable dans le cours de leur éducation. Cependant ce n'est qu'une partie de ce que j'ai fait pour eux²⁴.

21 Philippe Lejeune, «Le panoptique de M^{me} de Genlis», *Id.*, *Aux origines du journal personnel*, *op. cit.*, p. 423-445.

22 Le pavillon de Bellechasse est un bâtiment que le duc de Chartres a fait construire, pour l'éducation de ses filles, par l'architecte Bernard Poyet dans la clôture du couvent des chanoinesses du Saint-Sépulcre. Aujourd'hui détruit, il était situé au 11^{bis} de la rue St-Dominique. M^{me} de Genlis s'y est installée en avril 1779, alors que les deux princesses jumelles ont vingt mois.

23 Stéphanie-Félicité de Genlis, *Leçons d'une gouvernante...*, *op. cit.*, t. 2, p. 392-394. Selon le chevalier de Bonnard, il y aurait même eu un «journal des fautes de chaque jour», présenté tous les deux jours par Gardeur-Lebrun à M^{me} de Genlis, 352 AP 5, p. 141, 29 décembre 1782.

24 *Ibid.*, p. 554. M^{me} de Genlis inclut dans ce comptage le *Journal d'éducation* rédigé par Charles

Laissons de côté pour le moment toute appréciation sur ce dispositif et concentrons-nous seulement sur la question suivante : de cet immense atelier d'écriture, qu'avons-nous conservé aujourd'hui ?

1. Les écrits de Madame de Genlis elle-même

Marie-Emmanuelle Plagnol-Diéval fait l'hypothèse que M^{me} de Genlis « attache peu d'importance à ses manuscrits » en raison du petit nombre de manuscrits d'œuvres conservés dans les bibliothèques. Il est plus probable que « les péripéties de l'émigration, les multiples déménagements » sont à l'origine de cette déperdition²⁵, et les ventes d'autographes chez les commissaires-priseurs attestent que nombre de manuscrits sont encore entre des mains privées. Les archives familiales sont conservées chez les descendants du général Cyrus de Timbrune-Valence. Gabriel de Broglie, dans sa biographie du général de Valence²⁶, a donné une description succincte de ce fonds dont il est le détenteur : on peut noter trois carnets de journal, des instructions pour l'éducation des princes²⁷, des devoirs et exercices du duc de Montpensier, un horaire pour l'instruction de Mademoiselle d'Orléans et l'Anglaise Paméla qui est élevée avec elle. Dans sa biographie de M^{me} de Genlis, le même auteur a justement utilisé les carnets de journal en en extrayant quelques précieuses citations.

Mais la graphomanie de la comtesse fait que celle-ci a laissé derrière elle toute une série d'autres écrits relatifs à l'éducation princière et qui se trouvent dans des collections publiques. Les archives de la maison de France, déposées aux Archives nationales n'en sont pas dépourvues : deux carnets qui ont dû servir à l'éducation princière : un recueil de mots français peu connus, lettres A à I, et un cahier de leçons d'orthographe et de grammaire²⁸. Dans les papiers

Gardeur-Lebrun, dont il sera parlé plus loin : « Les remarques et observations et discussions que j'ai été forcée d'écrire sur le journal de M. Le Brun : ce journal est composé de onze gros volumes, qui en feraient au moins vingt à l'impression, sur lesquels il y en a à peu près trois ou quatre de moi » (p. 549). À quoi s'ajoute une « bibliothèque portative » faite d'extraits qui classent par thèmes « tous les faits et toutes les idées », soit « 51 portefeuilles ou petits livres, dont le moindre a 150 pages, et presque tous 170 à 190, tous d'une écriture très fine, et tous écrits de ma main » (p. 554 et 559).

25 Marie-Emmanuelle Plagnol-Diéval, *op. cit.*, p. 21.

26 Gabriel de Broglie, *Le Général de Valence ou l'insouciance et la gloire*, Paris, Perrin, 1972, p. 442-443.

27 Aux dates du 25 janvier 1783, 14 septembre 1783, 16 septembre 1783. Elles sont vraisemblablement toutes trois adressées à Charles Gardeur-Lebrun

28 AN, 300 AP III 30 un carnet (104 p.) et un cahier (8 p.). On ne voit pas à quelle logique exacte répond cette compilation sélective de mots « peu connus » : on y trouve des personnages institutionnels de l'Antiquité grecque, romaine, juive ou de l'Empire ottoman, des figures de rhétorique, des conjonctions, des définitions d'adjectifs (*ethnique* ne doit pas être confondu avec *technique*). Le

provenant du duc de Montpensier, on trouve un cahier de conjugaisons et déclinaisons latines et trois cahiers de notes chronologiques de l'histoire de France, non datés mais écrits par lui²⁹. Dans les documents manuscrits laissés par sa sœur Adélaïde d'Orléans on peut recenser plusieurs carnets d'extraits ou de « traits détachés » recopiés des extraits rédigés par M^{me} de Genlis, ce qui permet de saisir partiellement le contenu des portefeuilles de celle-ci, et le début d'un journal³⁰.

Il y a ensuite le journal des « voyages faits avec mes élèves à la Trappe, à Navarre, en Normandie, en Bretagne, en Anjou, en Touraine, à St Gobin [sic] et toutes nos courses aux environs de Paris ». Ce carnet couvre la période du 3 juin 1788 au 15 mars 1790³¹. Il conviendrait de confronter ce journal à celui

recueil de mots peu connus a pu servir à l'écriture : à la date du 19 mai 1791, à 11h 3/4, le duc de Montpensier se livre à l'écriture de son portefeuille de mots peu connus, Archives générales du Royaume de Belgique [désormais AGRB], Fonds Vendôme-Nemours 139. La grammaire concerne des mots invariables, des homonymes, quelques conjugaisons.

29 AN, 300 AP III 5, pièces 2 à 5. La chronologie concerne la série des rois des Francs de Pharamond à Thierry IV, les Carolingiens, la généalogie dynastique de Henri IV centrée autour du château de Vincennes.

30 AN, 300 AP III 6 : un cahier d'extraits historiques concernant Henri IV, Crillon, Sully, Richelieu datant de 1789 (pièce 1); un cahier d'extraits de lectures faites à Bremgarten (Suisse) 8 septembre-18 octobre 1793 sur les *Pensées* de Jean-Jacques Rousseau, les *Lettres* du Pape Clément XIV, les *Maximes* de La Rochefoucauld (pièce 3); un carnet d'extraits et de « pièces détachées » sur les auteurs anglais (pièce 4); un autre sur le théâtre, les poètes, savants et moralistes anglais (pièce 5); un cahier de résumés de pièces de théâtre de Voltaire, rédigés par Adélaïde et corrigés par la gouvernante (pièce 6); un cahier d'extraits historiques et chronologiques rédigés à Bremgarten en 1794 copiés « d'après mon amie » (pièce 7); un cahier d'extraits c'est-à-dire de résumés de pièces du théâtre anglais, là aussi recopiés (pièce 8); un journal commencé à Bremgarten le 6 septembre 1793, avec des corrections de M^{me} de Genlis qui conseille à Adélaïde de « ne pas mettre dans [son] journal les nouvelles des gazettes » – cette dernière avait commencé son diaire par le récit de l'exécution du général de Custine le 28 août précédent – mais de faire plutôt « des extraits des *Pensées* de Rousseau » en citant celles qu'elle a trouvées mauvaises ou fausses ou dangereuses et en disant pourquoi, conseil auquel elle obtempère en rédigeant des extraits des *Pensées* de Rousseau et des *Maximes* de La Rochefoucauld (pièce 9).

31 Musée national de l'Éducation, Inventaire n° 1979.06639, petit carnet cousu, couvert de moire verte. La comtesse de Genlis est accompagnée de Mademoiselle d'Orléans, des ducs de Chartres et de Montpensier, enfants du duc d'Orléans, de Pamela Seymour (en réalité Nancy Syms), jeune Anglaise élevée avec la princesse, et du peintre Stanislas Myris, sans compter les domestiques au service des voyageurs. Il a été publié « par extraits » par S.-F. de Genlis, *Leçons d'une gouvernante*, op. cit., t. 2, p. 408-462. Pour l'année 1788, il comporte le récit de trois voyages successifs : l'un, du 3 au 8 juin est le récit du voyage à l'abbaye de la Trappe par Saint-Cyr, Versailles et Mortagne; le second s'étale du 28 juillet au 18 septembre mais il est d'abord constitué d'un séjour au château de La Motte (commune actuelle de Saint-Quentin-la Motte, Somme) près du Tréport, d'où rayonne la petite troupe en excursions, puis les voyageurs repartent le 29 août pour visiter la Normandie (ils font étape à l'abbaye du Mont-Saint-Michel le 6 septembre) et faire le tour de la Bretagne; le troisième voyage du 10 au 14 novembre a pour but la manufacture de Saint-Gobain, ce qui n'empêche pas de s'arrêter, à l'aller comme au retour, pour voir les cathédrales (Soissons et Laon à l'aller, Noyon et Senlis au retour) ou d'autres monuments. Les vingt-cinq dernières pages sont consacrées aux excursions aux environs de Paris de 1788 au 15 mars 1790, date où s'achève le recueil.

qu'a rédigé Louis-Philippe lui-même du 3 juin au 14 novembre 1788 pour ces mêmes voyages³².

Il y a encore, à la bibliothèque de l'Arsenal, un manuscrit autographe d'un *Journal* tenu par la comtesse de Genlis sur ses visites dans la capitale et aux environs, d'abord seule ou en compagnie de la duchesse de Chartres de 1776 à 1778, puis de 1785 à 1790 accompagnée des ducs de Valois et de Montpensier : le recueil est centré sur les visites de collections de peintures et d'ateliers d'artistes (David, Greuze, Hubert Robert), de cabinets d'histoire naturelle, d'églises, de chapelles et de couvents de la capitale sans oublier l'assistance à de nombreuses ventes aux enchères de tableaux ou l'arrêt à l'imprimerie du libraire Moutard installée dans l'hôtel de Cluny³³. Il existait très vraisemblablement un « portefeuille » pour les visites de manufactures auquel renvoie la comtesse dans le *Journal* de ses voyages, mais il ne semble pas avoir été conservé. On rappellera à ce propos l'existence des maquettes d'ateliers commandées à Étienne Calla et qui sont conservées au Conservatoire national des arts et métiers³⁴. Le Musée national de l'Éducation garde, par ailleurs, diverses instructions, non autographes, de M^{me} de Genlis relatives à l'éducation des princes d'Orléans : ce sont des copies qu'il faut rattacher au *Journal d'éducation* de Charles Gardeur-Lebrun, dans lequel certaines d'entre elles sont également copiées³⁵. À ces journaux, on peut enfin joindre quelques débris de la correspondance de M^{me} de Genlis avec le duc d'Orléans, la princesse Adélaïde et le comte de Beaujolais entre 1791 et 1793³⁶.

En revanche, le manuscrit original du *Journal particulier d'éducation* rédigé par M^{me} de Genlis et dont elle publie des extraits dans le premier tome des *Leçons d'une gouvernante* semble perdu : M^{me} de Genlis avait déposé ce « très gros volume relié dont toutes les pages numérotées se suivent sans aucune

32 AN, 300 AP III 13, pièce 2, cahier de 62 pages.

33 Bibliothèque de l'Arsenal, Ms 15265, livret relié en parchemin dont 131 pages sont remplies : les visites en compagnie des princes commencent à la page 51. Le 31 août 1789, les princes entrent à la Bastille « dont la démolition avance ». Quelques notations sur les visites aux environs de Paris sont des doublons par rapport au recueil précédent (ainsi au Calvaire du Mont Valérien ou l'excursion chez les ermites de la forêt de Sénart).

34 Voir *Les techniques au siècle de l'Encyclopédie et la collection des Maquettes de Madame de Genlis Exposition du Musée du Conservatoire national des Arts et métiers juin-décembre 1963*, Paris, 1963.

35 Musée national de l'Éducation 1979.06640 (1-6) : « Papier remis pour les princes à St-Cloud en 1782 » ; instructions des 25 janvier 1783, 16 septembre 1783, juin 1785.

36 AN, 300 AP III 2, registre acheté par Antoine d'Orléans, duc de Montpensier, fils de Louis-Philippe, lors d'une vente aux enchères organisée le 28 juin 1875 à Paris par le libraire Charavay ; l'inventaire indique le déficit de sept pièces qui « ont dû être supprimées délibérément ».

lacune» et qui est «entièrement» de son écriture chez un notaire : il contenait «toutes les signatures originales de» ses élèves, elle y avait marqué par des traits verticaux les passages publiés et elle ne l'a pas édité *in extenso*, «parce qu'il était impossible d'offrir au public une multitude de réprimandes purement relatives aux études, et une infinité de petits détails minutieux et de leçons sur la politesse, les usages du monde, etc.»³⁷.

2. Le Journal d'éducation de Charles Gardeur-Lebrun

Le *Journal d'éducation* de Charles Gardeur-Lebrun, précepteur, puis, à partir de 1785, sous-gouverneur des princes d'Orléans n'a pas été inconnu des historiens puisque, pour trois années, le manuscrit original de celui-ci est conservé au musée Condé à Chantilly : 1785, 1787, 1788³⁸. Dès 1926, Amédée Britsch s'en saisit dans sa thèse sur la jeunesse de Philippe-Égalité³⁹ et il a été, jusqu'à aujourd'hui, une référence majeure, puisqu'il est l'un des seuls documents qui permette de contrôler et vérifier les dires de la comtesse de Genlis⁴⁰. Charles Gardeur-Lebrun était cependant davantage connu par son *Journal de l'École centrale des travaux publics*, où il détaille jour par jour les activités de l'École au cours de la première année de son fonctionnement⁴¹. La qualité des comptes rendus journaliers de l'«administrateur pour la police de l'enseignement et la surveillance des élèves» est, en règle générale, soulignée, mais les historiens ne faisaient pas la connexion avec l'activité antécédente de l'auteur qui avait, pendant onze ans, conduit un exercice identique auprès des princes d'Orléans⁴². En réalité, ce fils d'un professeur à l'École du corps royal de l'artillerie à Metz et frère d'Auguste-Philippe, inspecteur du Palais-Royal était, dès 1776, «lecteur»

37 S.-F. de Genlis, *Leçons d'une gouvernante*, op. cit., t. 1, p. 12-13.

38 Archives du musée Condé, Chantilly, Mss 1937, 1938, 1939. À la date du 21 septembre 1785, une note de M^{me} de Genlis précise au précepteur que le duc de Chartres le nomme sous-gouverneur.

39 Amédée Britsch, *La jeunesse de Philippe-Égalité*, Paris, Payot, 1926, p. 364-381, 457.

40 Nous nous en sommes servis dans notre article «L'imperium di una governante: Madame de Genlis e l'educazione dei principi d'Orléans», in Monica Ferrari (dir.), *I bambini di una volta. Problemi di metodo Studi per Egle Becchi*, Milan, Franco Angeli, 2006, p. 143-173; version française considérablement allégée : «Madame de Genlis et l'éducation des princes», *Musée des arts et métiers, La Revue*, n°35, juin 2002, p. 16-27. Voir également Philippe Lejeune, op. cit., p. 438-443 : il y fait une description précise des manuscrits de Chantilly et montre l'opération de sélection opérée par M^{me} de Genlis sur les journaux qu'elle cite.

41 Archives de l'École polytechnique, X 2b/ 329.

42 Voir Janis Langins, *La République avait besoin de savants. Les débuts de l'École polytechnique, L'École centrale des travaux publics et les cours révolutionnaires de l'an III*, Paris, Belin, 1987, p. 8, 11-12, 98, 279 (notice biographique). Voir également Isabelle Havelange (éd.), op. cit., p. 17-20, qui, elle, fait bien la connexion.

du duc d'Orléans, puis a été ensuite secrétaire du comte de Genlis, ce qui donne sans doute les raisons de sa nomination au sein de l'éducation des princes.

Le journal qu'il a tenu faisait l'objet d'un va-et-vient journalier entre le Palais Royal et Bellechasse. Apporté en fin de matinée à ce pavillon, il revenait par la voiture du soir, après le souper, au Palais Royal⁴³. Le «gouverneur» le lisait (ou non) et inscrivait les notes qu'elle jugeait nécessaires, cahier après cahier, puis au début de chaque année, le précepteur remettait à la marquise de Sillery les derniers cahiers de l'année précédente accompagnés d'un compte rendu de l'ensemble de l'activité pédagogique au cours de cette même année : à la date du 10 janvier 1788, il écrit ainsi :

«après dîner, j'ai remis à M^{me} la marquise les trois derniers cahiers du Journal de l'année dernière à la fin de laquelle est le résumé du travail de l'année passée. Ainsi M^{me} la marquise a tous les originaux depuis mon entrée chez les princes en 1782»⁴⁴.

Selon Amédée Britsch, les journaux d'éducation avaient été «dispersés en 1848, lors du sac du Palais-Royal, quelques-uns sont revenus chez le duc d'Aumale à Chantilly», qui ne seraient que des «épaves», mais il note aussi que «S.A.R. le duc de Vendôme n'a pas cru bon de répondre à ma demande de renseignements»⁴⁵. La réalité semble beaucoup plus simple : les journaux d'éducation ont été dispersés lors de partages successoraux et le continent englouti réémerge aux Archives générales du Royaume de Belgique à Bruxelles depuis l'achat, fait en 1971, de ce qui s'appelle désormais le «Fonds Vendôme-Nemours» auprès de Marguerite Watson, duchesse de Nemours, veuve de Charles-Philippe d'Orléans, duc de Nemours mort en 1970⁴⁶.

43 On peut saisir une anomalie à ce dispositif, dans les notations de Gardeur-Lebrun à son retour de Bellechasse le soir du 21 avril 1791 : «M^{le} Rime m'a dit que M^{me} de Brulart avait demandé ce soir mon journal que j'avais repris à 6 heures et que j'aurais renvoyé tout de suite si M. de Chartres ne m'avait pas dit qu'il suffirait que son amie l'ait demain matin. Elle l'aura à son lever.», AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 123.

44 Musée Condé Chantilly, Ms 1937, à la date citée. Le 1^{er} janvier 1791, le comte de Beaujolais remet à M^{me} de Genlis les deux seuls cahiers du journal de l'année 1790 qui restaient encore entre les mains de Gardeur-Lebrun, auxquels ce dernier a ajouté «à l'ordinaire le court résumé du travail de nos élèves», AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 139, à la date indiquée.

45 Amédée Britsch, *op. cit.*, p. 368 et 457. Le duc de Vendôme est alors Emmanuel d'Orléans (1872-1931), arrière-petit-fils de Louis-Philippe. Son père Ferdinand d'Orléans, duc d'Alençon (1844-1910) est lui-même le fils de Louis d'Orléans (1814-1896) duc de Nemours, deuxième fils de Louis-Philippe I^{er}, devenu l'aîné après la mort accidentelle de son frère Ferdinand-Philippe en 1842.

46 Voir, pour l'histoire de ce fonds, l'introduction de Joffrey Liénart, *Inventaire des archives du Fonds Vendôme-Nemours (1716-1979)*, Bruxelles, 2015, p. 13-22 : l'auteur y décrit ses avatars successifs depuis la mort de la reine Marie-Amélie de Naples en 1866.

C'est en fait d'une *double* série de journaux qu'il faut parler. Il y a, d'une part, une série de cahiers que l'on peut qualifier d'*originaux*, puisque les remarques manuscrites portées par M^{me} de Genlis y sont autographes et que des traits horizontaux ou verticaux indiquent les passages qu'elle a souhaité en extraire pour les faire figurer dans le second tome des *Leçons d'une gouvernante*. Ils couvrent les années 1782 à 1791 à l'exception des années 1785, 1787 et 1788, celles-là mêmes qui sont à Chantilly⁴⁷. Dans leur présentation, ils correspondent exactement à la description que Philippe Lejeune en a faite à propos de ces dernières : même marge réservée aux remarques du « gouverneur », que celle-ci débordé allègrement pour écrire en plein texte si la marge ne suffit pas, même écriture fine, serrée, et régulière du précepteur. Il y a, dans ces originaux, des lacunes⁴⁸ : pour prendre un exemple, celui de l'année 1791, seul le second cahier qui court du 28 février au 25 avril, veille du départ de M^{me} de Genlis du pavillon de Bellechasse est conservé : il s'achève par ces mots : « Je porte à M^{me} de Brulart mon journal depuis le 1^{er} de janvier »⁴⁹.

Il y a d'autre part – et heureusement – une copie de ces cahiers originaux qui sont une sorte de mise au propre des originaux : rédigés sur des cahiers plus grands de format in-quarto, ils sont pour la plupart écrits, on pourrait dire presque calligraphiés, soit de la main du maître d'écriture Galland, soit du valet de chambre Laurent, qui ont recopié également les observations de la « marquise de Sillery⁵⁰ ». Étaient-ils destinés à être mis sous les yeux des parents afin de justifier l'activité pédagogique du gouverneur, ou faisaient-ils partie du projet explicite de M^{me} de Genlis, qui consistait à remettre à chacun des princes un exemplaire de l'exposé de sa propre éducation, à l'issue de celle-ci ? Toujours est-il que nous disposons d'un ensemble complet pour les années 1782 à 1786,

47 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 117 à 123.

48 Pour l'année 1786 (AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 120), le deuxième cahier qui court du 19 avril au 31 mai est absent ; la journée du jeudi 26 octobre s'arrête à onze heures du matin et la page suivante indique « suite du samedi 28 octobre » journée qui ne commence qu'à dix heures un quart du matin. Cette dernière lacune peut paraître à première vue minime, si ce n'est qu'il s'agit d'un moment de tension paroxystique entre M^{me} de Genlis et l'abbé Guyot d'Ussières, précepteur de latin, qui est alors renvoyé. Les longues observations du gouverneur ont disparu du *Journal*, ce qui veut dire que des pages ont été arrachées et il y a eu certainement volonté ici de ne pas laisser trace de ce conflit. L'année 1790 (AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 122) ne commence qu'au 17 février, le premier cahier du journal ayant été perdu.

49 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 123. Il comporte, le 23 avril, une longue note autographe d'adieu de la part du gouverneur.

50 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 119, à la date du dimanche 10 octobre 1784.

puis 1789 et 1790⁵¹. L'année 1791 est répartie entre deux liasses : il y a d'abord un journal des sept derniers mois de l'année 1791 (5 juin-31 décembre) de la main de Gardeur-Lebrun et de même format que les originaux, journal qui se termine par un « Compte rendu à Monsieur Louis-Philippe Joseph prince français de l'éducation de M. de Beaujolais depuis le 26 avril 1791 jusqu'au 1^{er} janvier 1792 ». Il ne contient pas d'observations autographes de M^{me} de Genlis⁵². Il y a ensuite une copie de format in-quarto comme les autres copies, qui, elle, procure le journal de l'entière année⁵³.

Le journal de l'année 1791 est particulièrement important puisqu'il permet de suivre attentivement l'activité des trois princes alors que cette année marque un tournant capital de l'éducation du fait du congédiement, puis des deux départs successifs de M^{me} de Genlis, sur lesquels nous reviendrons en conclusion. Disons dès maintenant que, renvoyée par la duchesse d'Orléans, le gouverneur part le mardi 26 avril 1791, soit deux jours après la fête de Pâques. La scène des adieux a lieu à dix heures un quart dans le salon du pavillon de Bellechasse. M^{me} de Genlis a choisi ce moment parce que Mademoiselle d'Orléans est absente, s'étant rendue aux bains :

« Elle était vivement émue ; nous n'étions pas moins affligés, nous l'avons embrassée sans dire une parole, et à 10h ½ nous l'avons accompagnée jusqu'à sa voiture en lui souhaitant tous un bon voyage. Nos deux élèves étaient restés au salon avec M. [le duc] d'Orléans ».

Rentré dans cette pièce, Gardeur-Lebrun fait part à ce dernier des directives laissées par l'ex-gouverneur concernant le duc de Montpensier et le comte de Beaujolais. La veille, le duc d'Orléans a communiqué ses intentions au sous-gouverneur : il projette un court voyage maritime pour le duc de Montpensier

51 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 127 à 138 ; le volume 137 (année 1789) contient un billet, vraisemblablement de la main de Gardeur-Lebrun sur l'emploi du temps des princes le 11 octobre 1789.

52 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 140, 7 cahiers. Ces cahiers se trouvent à l'intérieur d'une enveloppe descellée sur laquelle est écrit « Journal de l'année 1792 [sic] double pour mon frère Beaujolais », inscription que les archivistes décrivent comme étant de la main de Louis-Philippe. Ces cahiers pourraient être tout simplement la suite de la liasse 123, décrite plus haut et constituer le journal original. Il est normal qu'aucune observation de M^{me} de Genlis n'y apparaisse, puisque, au moins officiellement, elle n'est plus en charge de l'éducation des princes, mais de la seule Adélaïde.

53 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 139, 12 cahiers. Un dernier cahier est intitulé : « Compte rendu de l'éducation de Mr de Beaujolais depuis le 26 avril 1791, 1^{er} départ de M^{me} de Brulart jusqu'au 1^{er} janvier 1792 ». Une copie de ce même compte rendu final est conservée aux AN, 300 AP III 2, dossier 68, pièce 40. Le journal de Gardeur-Lebrun est précieux pour suivre, pendant l'absence de M^{me} de Genlis, l'évolution des crises convulsives d'Adélaïde d'Orléans. M^{me} de Genlis revient le 12 mai, rappelée par le duc d'Orléans, inquiet de l'évolution de la maladie d'Adélaïde mais elle n'a plus désormais en charge que l'éducation de celle-ci.

« d'ici à quelque temps » et Gardeur-Lebrun lui confie en retour « [ses] idées sur la nécessité de hâter le moment de sa liberté ». Ce dernier aura désormais la charge entière du comte de Beaujolais que le prince destine à la marine et qui était encore partiellement sous la direction du valet de chambre Barrois⁵⁴ ; il ira s'établir dans un port de mer (vraisemblablement Saint-Malo) « pour qu'il y suive toutes les instructions nautiques ». Le prince promet de « recommander à M. de Beaujolais la plus grande docilité » aux avis de Gardeur-Lebrun :

« Sans cela aucun bien à espérer. J'ai pu témoigner à M. d'Orléans toute la peine que me faisait cette subversion totale, et lui montrer mon ardent désir de voir d'ici à quelque temps reprendre par M^{me} de Brulart la suite de cette éducation. Il m'en a paru convaincu et le désirer comme nous tous »⁵⁵.

En réalité, ces projets ne voient que très partiellement le jour en raison des troubles qui ponctuent l'année. L'installation du comte de Beaujolais à Nantes est reportée deux fois au dernier moment : une première fois le 11 juin, au lendemain d'un débat à l'Assemblée nationale sur un licenciement général des officiers de l'armée, « commandé, [selon Robespierre], par la nécessité la plus impérieuse », puisque « la majorité des officiers a des principes opposés à la Constitution »⁵⁶ ; une seconde fois le 1^{er} juillet suivant, le duc d'Orléans faisant savoir que « si le voyage de M. de Beaujolais avait lieu, ce ne serait pas dans ces

54 Le 16 mars 1791, le valet de chambre Barrois, sur la demande de M^{me} de Genlis, réclame à Gardeur-Lebrun des « extraits » faits par le comte de Beaujolais (c'est-à-dire des résumés). Celui-ci répond qu'il n'en a pas « d'autres que les chronologies qu'il étudiait ci-devant avec moi après avoir calculé. Je les lui ai remis jusqu'à ce que je sache si M^{me} de Brulart a changé l'ordre de notre travail ensemble, lequel a été interrompu par les instructions pour sa première communion et par les séances qu'il donnait depuis longtemps à des peintres chez Madame [la duchesse d'Orléans] », AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 139.

55 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 139, aux dates des 25 et 26 avril 1791. Le 30 mai suivant, le duc d'Orléans fixe le lieu du séjour à Nantes et prévoit le départ du prince « d'ici à 15 jours ou trois semaines », accompagné de son gouverneur et du domestique de ce dernier, d'un précepteur, de deux valets de chambre et un valet de pied. Voir également les instructions du duc d'Orléans à son épouse concernant l'éducation de leurs enfants après le départ de M^{me} de Genlis (s.d., mais vraisemblablement écrites le 8 avril, veille du départ de la duchesse), publiées Gaston Du Boscq de Beaumont et M. Bernos, *La famille d'Orléans pendant la Révolution d'après sa correspondance inédite*, Paris, 1913, p. 46-47 et 74. Rappelons que le journal est destiné à être lu par le duc d'Orléans à défaut de M^{me} de Genlis absente. Le 25, le duc de Montpensier « a dit qu'il ne pouvait faire tout tout seul, que c'en était trop, qu'avec de la méfiance, les choses ne pouvaient plus aller. Je l'ai prié de s'expliquer ; il ne l'a pas trouvé convenable. Je sais fort bien et depuis du temps qu'il se lasse d'être en tutelle ». Gardeur-Lebrun attendait des ordres de M^{me} de Genlis qui ne sont pas venus : « Il est dur pour moi de parler sans être écouté. » Dès le 19 avril, il avait noté : « Je crois qu'il est bientôt temps qu'il [Montpensier] soit son maître. » Le 8 mai suivant, le duc d'Orléans annonce que l'installation du comte de Beaujolais dans un des ports implique une absence de trois, peut-être de quatre ans « excepté quelques courses à Paris, s'il ne vient pas nous voir lui-même », *ibid.*

56 *Ibid.*, 11 avril 1791. Le duc d'Orléans ordonne « de ne faire partir pour Nantes aucun de nos effets et d'arrêter tous préparatifs jusqu'à nouvel ordre ».

moments ci ni de sitôt». Il est vrai que nous sommes à moins d'une semaine du retour du roi à Paris depuis son arrestation à Varennes. Deux jours plus tôt, la voiture de M^{me} de Genlis se rendant au Marais près d'Argenteuil avec le comte de Beaujolais et le duc de Montpensier a été arrêtée en traversant la commune de Colombes où se déroulait une foire, et ses occupants retenus jusqu'au matin du 30 juin sur les soupçons d'une nouvelle fuite de la famille royale⁵⁷. Le 2 juillet, le duc d'Orléans écrit à Louis-Philippe, duc de Chartres (qui est, lui, parti de Paris le 14 juin précédent pour prendre, à Vendôme le commandement du 14^e régiment de dragons⁵⁸) : «J'ai changé d'avis pour ton frère [Montpensier] et je désire qu'il aille avec toi. Je lui ai dit de t'en écrire pour que tu fasses ce qui est nécessaire à cet effet»⁵⁹. Le 22 août suivant, Montpensier rejoint donc Chartres à son régiment, stationné alors à Breteuil, et ils atteignent ensemble le casernement de Valenciennes. Leur éducation proprement dite est désormais terminée.

Le journal de Gardeur-Lebrun vient aussi confirmer que le congédiement de M^{me} de Genlis par la duchesse d'Orléans ne correspond pas exactement à la fin de son tutorat sur les princes, ce que laissait déjà pressentir la lecture de lettres publiées de cette dernière⁶⁰. Durant toute l'absence de M^{me} de Genlis, les princes ont continué à venir dès une heure au pavillon de Bellechasse et à y rester jusqu'au dîner, la raison invoquée étant la nécessité que les frères apportent une consolation à leur sœur et Montpensier y dormant même quelques nuits. À son retour à Paris le 12 mai, le cours de la journée reprend comme avant, et il n'est modifié que le 22 juin : toutes les leçons se déroulent désormais au

57 *Ibid.*, aux dates des 11 avril, 29 et 30 juin, 1^{er} juillet 1791. Le comte de Beaujolais n'est rentré qu'à onze heures un quart à Bellechasse le 29 juin ; le duc de Montpensier est arrivé au Palais-Royal à six heures un quart du matin le 30 juin, «très fatigué de la nuit et des inquiétudes qu'il avait eu sujet d'avoir de leur arrestation». Dans ses *Mémoires*, *op. cit.*, (t. 4, p. 3-9), M^{me} de Genlis dit que l'attroupement provoqué par le passage de sa calèche est lié à la rumeur d'une nouvelle fuite de la famille royale, ses occupants étant identifiés à cette dernière : cette «aventure [...] porta au comble le désir [qu'elle] avait de quitter la France». Elle situe l'événement en 1790, «peu de temps» *avant* la mort de sa mère : or celle-ci est morte le 23 janvier de cette année et son enterrement a lieu le lendemain à l'église St-Sulpice en présence des ducs de Chartres et de Montpensier, AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 138 aux dates indiquées.

58 *Ibid.*, à la date du 14 juin 1791. Le 19 juin suivant, Louis-Philippe écrit à sa sœur Adélaïde : «Il y a aujourd'hui huit jours que je dinai à Bellechasse avec tous nos bons députés. Cela me serre le cœur», bibliothèque de l'Institut, Ms. 2048, vol. 2, pièce 236.

59 Bibliothèque de l'Institut de France, Ms. 2048, pièce 64. Le ministre de la Guerre, Duportail a dit au duc d'Orléans que «cela ne souffrirait pas de difficulté pour une place de sous-lieutenant».

60 Voir A. de Maricourt, *La duchesse d'Orléans, mère du roi Louis-Philippe La Révolution - L'exil- Les dernières années (1791-1821)*, Paris, Émile-Paul, 1914, p. 21-22.

Palais-Royal; les « élèves » passent donc moins de temps avec celle qui n'est plus officiellement leur tutrice mais ils continuent à prendre quotidiennement leurs repas à Bellechasse⁶¹. Si Beaujolais rentre au Palais-Royal dès neuf heures trois quarts ou dix heures avec Gardeur-Lebrun venu le chercher, ses deux frères prolongent la soirée avec leur « amie » jusqu'à onze heures, voire plus tard, le duc d'Orléans venant assez souvent partager le dîner familial. Si M^{me} de Genlis n'inscrit plus aucune remarque sur le journal d'éducation, elle continue à le lire attentivement : le va-et-vient du texte entre le Palais-Royal et Bellechasse s'est donc poursuivi⁶² et l'on peut supposer que des informations ont été échangées oralement. C'est le second départ de M^{me} de Genlis qui marque un vrai basculement : elle part, le 24 octobre, avec M^{le} d'Orléans, Pamela et sa nièce pour les eaux de Bristol ou de Bath, le séjour n'étant prévu que pour six semaines ou deux mois⁶³. Désormais, toute l'éducation des princes est recentrée au Palais-Royal, Gardeur-Lebrun est seul en charge du comte de Beaujolais et il rédige, ce même jour, l'emploi du temps de chaque journée qu'il fait signer le 26 octobre par le duc d'Orléans⁶⁴.

Un dernier volume, au format in-quarto et toujours de l'écriture de Gardeur-Lebrun, est le *Journal de l'éducation de Mr de Beaujolais pendant l'année 1792*

61 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours à la date du 22 juin. Beaujolais y est depuis une heure à quatre heures de l'après-midi (le déjeuner commençant à trois heures), puis de neuf heures à la fin du souper; Montpensier arrive seulement pour le déjeuner, restant au Palais-Royal pour dessiner avec le peintre Giroust, puis revient, comme son frère, pour l'heure du souper. D'après les instructions du duc d'Orléans (Gaston Du Bosq de Beaumont et M. Bernos, *op. cit.*, p. 47), le comte de Beaujolais n'a plus que trois « instituteurs » : MM. Gardeur-Lebrun, Le Couppey et Alyon.

62 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 139, aux dates des 2 août et 18 octobre 1791. Le 2 août, arrivé à la sortie du déjeuner à Bellechasse, il attend « quelque temps » son journal : « J'en ai été fâché, ayant eu une scène avec M. de Montpensier qui m'a parlé d'un ton peu convenable et avec une expression de *sacredieu* que j'ai cru devoir relever quoique je n'aie plus d'inspection sur lui. » Le 30 mai précédent, le duc d'Orléans avait donné directement à Gardeur-Lebrun l'ordre de continuer à faire son journal et à le communiquer à M^{me} de Genlis « comme par le passé », *ibid.*

63 En réalité, la gouvernante de la princesse ayant bien l'intention d'émigrer et n'ayant rigoureusement aucune envie de rentrer en France, le voyage en Angleterre durera plus d'un an et M^{me} de Genlis ne revient à Bellechasse, sur les ordres, réitérés plusieurs fois, du duc d'Orléans, que le 18 novembre 1792, AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 141, à cette dernière date. Adélaïde d'Orléans est alors inscrite sur la liste des émigrés. M^{me} de Genlis repart du Raincy le vendredi 7 décembre 1792, munie de passeports pour Tournai et accompagnée d'Adélaïde d'Orléans et du duc de Chartres qui lui fait escorte (*ibid.*, à cette dernière date). C'est le début d'une longue errance rapportée par Gabriel de Broglie, *op. cit.* Louis-Philippe ne rejoint son poste à l'armée du Nord que dans le courant de février 1793. Il a pu constater, à son arrivée à Paris le 2 décembre 1792, la complète discorde entre son père et M^{me} de Genlis, *Mémoires de Louis Philippe*, *op. cit.*, t. 2, p. 290-291, 318.

64 *Ibid.* Il y a, sur des feuilles volantes, le brouillon et la mise au propre de cet emploi du temps, signée par le duc d'Orléans. Il est ensuite inscrit dans le journal lui-même le 27 octobre. Il ne s'écarte guère des emplois du temps précédents.

et il s'achève par le « Compte rendu de l'éducation d'Alphonse Leodgard Égalité pendant l'année 1792 » : il est, lui aussi, complet⁶⁵. Nous avons donc bien là, en joignant à ces journaux ceux des archives de Chantilly, la totalité de l'écriture de Gardeur-Lebrun. Sans passer encore à l'analyse que l'on en peut faire, on observera simplement que M^{me} de Genlis a commis un gros mensonge en 1791 dans les *Leçons d'une gouvernante*, lorsqu'elle s'octroyait généreusement la rédaction de quatre volumes de cette collection par ses observations, corrections, discussions⁶⁶. Et lors de l'étude de ces textes, originaux et copies devront être soigneusement comparés, même si, à première vue, les rédactions en semblent parfaitement identiques. Par exemple, à la date du 4 janvier 1785, Gardeur-Lebrun répond aux observations faites par la comtesse en date du 31 décembre 1784 : celle-ci a critiqué vertement le résumé annuel des activités des princes qui clôt chaque année du journal à propos de l'exposé qui y était fait sur le dessin et proposé une nouvelle rédaction plus conforme à ses propres vues⁶⁷ ; Gardeur Lebrun la « remercie d'avoir rectifié l'article du dessin dont je n'aurais pas dû parler, ne les voyant dessiner que bien rarement au Palais Royal les jours où il n'y a pas d'académie, dans la copie je ferai supprimer cet article »⁶⁸. Il y a donc des ajustements qui ont pu être faits entre les deux exemplaires.

3. Les Journaux de Louis-Philippe

Par-delà les journaux des voyages à Spa en 1787, en Normandie et en Bretagne en 1788, qui ont été mentionnés plus haut, on pourrait encore inclure comme appartenant à l'éducation, les extraits du journal rédigé par Louis-Philippe du 23 octobre 1790 au 11 août 1791⁶⁹. Comme les précédents, il est destiné à

65 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 141, 8 cahiers. Le duc d'Orléans emmène son fils, accompagné de Gardeur-Lebrun, à l'armée du Nord le 29 mai. Ceux-ci ne sont de retour à Paris que le 18 juillet. Le journal s'interrompt du 16 au 20 juin, puis du 1^{er} au 6 juillet, lorsque le comte de Beaujolais est séparé de son mentor et suit son père et ses frères dans les opérations militaires, tandis que Gardeur-Lebrun se charge, à l'arrière, de faire transporter les effets et bagages de Valenciennes à Lille et vice-versa.

66 S.-F. de Genlis, *Leçons d'une gouvernante*, op. cit., t. 2, p. 349, à propos du *Journal* de Gardeur-Lebrun ; voir aussi la préface à ce même tome, p. 9-10 : « Nos querelles et nos accommodements en occupent plus de la moitié. »

67 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 119, à la date du vendredi 31 décembre 1784.

68 Archives du musée Condé, Chantilly, Ms. 1937, à la date du 4 janvier 1785.

69 Il s'agit bien d'extraits, puisque les dates ne se suivent pas. Or nous pouvons savoir, grâce à la précision de Gardeur-Lebrun, que Louis-Philippe le rédige chaque matin, une fois sa toilette terminée et avant le petit déjeuner soit entre huit heures et quart et jusqu'avant neuf heures, le minutage étant détaillé chaque jour (AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 123 et 139).

être lu par M^{me} de Genlis : le prince se partage entre l'assistance aux séances de l'Assemblée nationale, l'Hôtel-Dieu où il apprend à saigner et panser des malades sous la direction de Pierre-Joseph Desault⁷⁰, le club des Jacobins où, le 17 février 1791, il est nommé commissaire pour examiner le Plan d'éducation publique de Léonard Bourdon de La Crosnière, et son « cher » Bellechasse auquel il se désole de ne pouvoir donner que trois jours de sa semaine sur sept⁷¹. Les *Mémoires* de Louis-Philippe, dont il date lui-même le début de la rédaction à 1802, mériteraient l'élaboration d'une véritable édition critique puisqu'ils ont été publiés sans aucune note par le comte de Paris en 1973 et 1974 : or il existe de très nombreux brouillons, esquisses, copies qui montrent que le prince s'est intéressé, toute sa vie, à construire sa propre histoire depuis son enfance sous la gouvernance de M^{me} de Genlis⁷².

Par ailleurs, le fonds Vendôme-Nemours recèle d'autres documents tout à fait exceptionnels pour suivre l'entreprise éducative à laquelle les princes et princesses d'Orléans furent soumis. Il y a d'abord deux liasses d'« extraits » : M^{me} de Genlis faisait lire à ses élèves soit des auteurs anciens (ainsi l'*Illiade* et l'*Odyssée* d'Homère, l'*Énéide* de Virgile), soit des pièces de théâtre et exigeait qu'ils en dictent eux-mêmes des extraits, c'est-à-dire des résumés, soit à Gardeur-Lebrun soit à l'un des valets de chambre ; parfois ceux-ci sont dictés le lendemain de la représentation du spectacle qu'ils sont allés voir à la Comédie française. Ces extraits étaient écrits dans un cahier, sur la moitié droite de chaque page, laissant la moitié gauche vierge de telle sorte que le gouverneur puisse y placer ses observations⁷³. Nous saisissons là la pédagogie de M^{me} de Genlis en acte, puisqu'il s'agit de copies corrigées et que nous pouvons repérer ses modes d'intervention. Enfin, le fonds Vendôme-Nemours conserve un registre du pensionnat de Bellechasse, où, chaque jour, les professeurs des différentes leçons marquent, au sortir de celle qu'ils viennent de donner, les évaluations personnelles qu'ils font de l'attitude et de l'application de chaque enfant. Ce livre, qui court du 25 octobre 1788 au 25 mai 1789, est aussi le journal de Mademoiselle Rime, femme de chambre (et, accessoirement, celui

70 Cet apprentissage médical a commencé le 17 novembre 1790 (AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 122).

71 Le texte en a été publié dans *Correspondance de Louis-Philippe-Joseph d'Orléans avec Louis XVI, la Reine, Montmorin, Liancourt, Biron, Lafayette, etc.*, Paris, 1800, p. 220-282 : les mentions renvoient aux p. 232 et 239.

72 AN, 300 AP III 8 à 14 ; AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 63 à 66 (copies avec ratures et corrections).

73 Il est, en outre, possible de croiser ces extraits avec ce qu'écrivait à la même date Gardeur-Lebrun sur leur rédaction.

de Sophie, autre femme de chambre, qui est en charge de la jeune Paméla) : elle y note tout ce que font les enfants soit avant d'entrer dans la chambre de M^{me} de Genlis, soit en en sortant et tout particulièrement les faits et gestes d'Adélaïde d'Orléans, sœur de Louis-Philippe⁷⁴.

4. Les papiers saisis à l'arrestation de Philippe-Égalité

Il reste enfin à citer un dossier, qui n'est pas le moins important, celui des papiers de Philippe-Égalité saisis au Palais-Royal, au moment de son arrestation le 7 avril 1793, par des envoyés de la Commune de Paris. Récupérés par le journaliste Fiévée, ils sont confiés en 1795 par ce dernier à Jacques-Claude Beugnot, futur comte de l'Empire et c'est le petit-fils de ce dernier qui en fait, en 1900, donation à la bibliothèque de l'Institut. Comprenant toute une correspondance familiale précieuse datée du 15 avril 1791 au 5 avril 1793, il fournit une chronique précise du congédiement de M^{me} de Genlis et de la séparation des époux, et il donne une autre image de la duchesse d'Orléans que celle laissée dans les *Mémoires* par celle-là même⁷⁵.

74 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 126, «Journal des leçons données à Belle-Chasse du 25 octobre 1788 au 25 mai 1789». Une note collée au verso de la reliure du registre indique sa provenance : signée des initiales P.R. et datée du 31 janvier 1836, elle signale que le manuscrit est passé des mains de l'abbé Leblond, bibliothécaire de la bibliothèque Mazarine dans celles du poète Charles Palissot de Monteno, ancien lecteur du duc d'Orléans, devenu en 1805 bibliothécaire et administrateur perpétuel de cette même bibliothèque jusqu'à sa mort en 1814, puis dans celles de l'académicien dont ce poète était beau-frère, c'est-à-dire Louis-Charles-François Petit-Radel (1756-1836), membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, administrateur de la bibliothèque Mazarine depuis 1815, qui est vraisemblablement l'auteur de la note : «Ayant relu et mieux compris encore, aujourd'hui, l'abus qu'en aurait pu faire le journalisme de nos temps s'il eût obtenu jamais la moindre lecture ou bien moins encore la moindre copie des pages qu'il désirait choisir dans ce registre pour les livrer à la malignité publique, le fidéicommissaire du poète, ayant atteint sa 80^e année et se trouvant de plus en plus inquiet du sort définitif de son dépôt [...] désirerait que le journal des leçons données à Bellechasse pût être remis directement entre les mains du roi et qu'il daignât en agréer l'hommage».

75 Bibliothèque de l'Institut de France, Ms 2048 (Correspondance du duc d'Orléans avec son épouse et ses enfants et des enfants entre eux) et 2051(Correspondance de la duchesse d'Orléans avec son époux et ses enfants). Relié sur onglets une première fois en 1844, le Ms 2048 a été ensuite détaché, classé par dossiers et mis dans un carton. La bibliothèque de l'Institut l'a à nouveau relié sur onglets en deux volumes, en conservant le classement initial. Le Ms 2051 a gardé la reliure faite sous la monarchie de Juillet. Ces documents ont fait l'objet d'une publication partielle par Gaston Du Bosq de Beaumont et M. Bernos, *La famille d'Orléans...., op. cit.* Celle-ci comporte des erreurs de transcription, de datation et de cotations : l'établissement d'une véritable édition critique serait souhaitable pour fixer une chronologie précise des échanges épistolaires, ce qui doit être possible et par une critique interne et par le croisement avec les informations du journal de Gardeur-Lebrun.

II. Du grain des jours à l'engagement politique : questions sur le parcours de formation d'un prince

Voilà donc, s'agissant de Louis-Philippe et de son frère, des princes-enfants dont on connaît jour par jour la vie du 1^{er} septembre 1779 jusqu'au mois d'avril 1791, c'est-à-dire de l'âge de six ans pour le premier à celui de dix-sept ans et demi : soit onze ans et demi. Les enfances princières ont toujours été les mieux documentées puisqu'il s'agit le plus souvent d'élèves destinés à monter un jour sur le trône royal⁷⁶. Récemment, on a redécouvert une soixantaine de volumes qui retracent l'éducation du duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV, futur Philippe V, roi d'Espagne : conservés à la Bibliothèque nationale de Madrid, mais mal catalogués, ils avaient été délaissés⁷⁷. La manne paraît ici exceptionnelle. Cependant l'historien se tromperait lourdement si, devant cet océan d'écriture, il croyait avoir trouvé le saint Graal et *tout* savoir de Louis-Philippe et de son frère. Il convient de se mettre en garde d'emblée devant ce mirage. Le journal de Gardeur-Lebrun est d'ailleurs plein de silences significatifs, si l'on se donne la peine de les relever. Il n'assiste pas aux baptêmes de Louis-Philippe et de son frère Pierre-Antoine-Philippe, dont les parrain et marraine sont Louis XVI et Marie-Antoinette, et qui sont célébrés dans la chapelle royale de Versailles le 12 mai 1788⁷⁸ ; il n'est présent ni à la présentation de Louis-Philippe à la Cour de Versailles le 26 novembre 1786, ni à la réception de Louis-Philippe dans l'ordre du Saint-Esprit le 5 février 1789 ni à la grande procession du 5 mai suivant à Versailles, qui ouvre les États-Généraux et où ses élèves sont présents⁷⁹. Ajoutons que la correspondance entre M^{me} de Genlis et les princes semble avoir

76 Voir Chantal Grell, « L'éducation de l'enfant-roi », préface à l'édition qu'elle a établie de Cardinal de Fleury, *Abrégé de l'Histoire de France écrit pour le jeune Louis XV*, Versailles, Archives départementales des Yvelines, 2004 ; Pascale Mormiche, *Devenir prince : l'école du pouvoir en France XVII^e-XVIII^e siècles*, Paris, CNRS Éditions, 2009.

77 Margarita Torrión, Béatrice Torrión, « De Felipe de Anjou "Enfant de France" a Felipe V: la educación de Telémaco », José Miguel Morán Turina (coord.), *El arte en la corte de Felipe V*, catalogue d'exposition, Madrid, Musée national du Prado, 2002, p. 41-88.

78 Archives du musée Condé (Chantilly), Ms 1939. Les baptêmes sont inscrits sur les registres de la paroisse Notre-Dame de Versailles, Archives départementales des Yvelines 1112513, baptêmes année 1788, fol. 55v^o-57.

79 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 120, 26 novembre 1786 (il apprend seulement par M^{me} de Genlis que « Mgr le duc d'Orléans et Madame ont été parfaitement contents de Mgr de Chartres dans sa présentation », et 121, 5 et 6 mai 1789. Il y a sans doute bien d'autres silences.

totale­ment dispa­ru, même si des lettres citées par Gabriel de Broglie laissent à penser que certaines sont encore conser­vées⁸⁰.

Ce qui est en tout cas certain, c'est que l'historiographie peut désormais échapper à la charge polémique qu'elle n'a pas cessé d'avoir depuis l'origine. Signalons d'abord que, dans l'état du personnel du Palais-Royal de 1789, «l'éducation des princes et princesse» emploie quarante-quatre personnes depuis la marquise de Sillery jusqu'aux valets de chambre et de pied, gens de cuisine, frotteur, blanchisseuse et fille de garde-robe : son coût annuel global est de 54816 livres tournois soit 13 % du budget de personnel du Palais, sans compter la maison militaire du duc de Chartres qui revient, à elle seule, à 13638 lt⁸¹. C'est dire que l'astre principal de cette constellation n'est pas seul. Ensuite, Philippe Lejeune appelait de ses vœux une histoire *génétique* des *Leçons d'une gouvernante*, invitant les historiens à s'emparer des journaux originaux pour saisir comment l'auteur a découpé les extraits qu'elle a tirés soit des journaux de ses collaborateurs soit de ses propres journaux. L'opération est désormais possible sur l'ensemble du journal de Gardeur-Lebrun comme sur le journal des voyages de la comtesse en 1788. Pour ne prendre qu'un seul exemple, M^{me} de Genlis réclame, le 15 juillet 1791, à Gardeur-Lebrun les pages du journal qu'il a écrites pendant son absence en Auvergne : on les retrouve, soigneusement découpées, dans son ouvrage qui est sur le point d'être publié⁸². Il ne s'agit donc plus de prendre parti pour ou contre M^{me} de Genlis mais d'évaluer l'ensemble du dispositif d'éducation qu'elle a mis en place puisque nous avons en main à peu près toutes les pièces du puzzle. Les *Leçons d'une gouvernante* sont publiées dans les derniers jours du mois d'août 1791, et l'auteur s'y explique sur son revirement complet par rapport à l'attitude de modération qu'elle annonçait à Gardeur-Lebrun en avril précédent : forcée par sa «tendresse pour Mademoiselle d'Orléans, de renoncer au repos et à la liberté, [...] plus que jamais exposée aux noirceurs de tout genre et à la calomnie», elle a pris

80 Gabriel de Broglie, *Madame de Genlis*, op. cit., p. 191-192 : lettres de Louis-Philippe à Madame de Genlis, 28 octobre et 22 novembre 1789. Dans les *Leçons d'une gouvernante*, op. cit., t. 1, p. 290, cette dernière déclare détenir plus de 150 lettres de la duchesse d'Orléans. Celles-ci ne semblent pas avoir été conservées, pas plus que les lettres de M^{me} de Genlis dans la correspondance passive de Louise-Marie-Adélaïde de Bourbon-Penthièvre.

81 AN, 300 AP III 2, pièce 57, État du personnel, 1789. M^{me} de Genlis, qui se targue dans ses *Mémoires inédits*, (op. cit., t. 3, p. 144 et 4, p. 88) de n'avoir jamais perçu aucune rémunération, y est portée pour des appointements annuels de 6000 lt.

82 S.-F. de Genlis, op. cit., t. 2, p. 367-374. La demande faite (qui n'est pas autographe) se trouve sur une feuille volante insérée à cette date dans le journal de 1791, AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 139.

le parti «de parler enfin sans contrainte et d'offrir un tableau exact et fidèle» de sa conduite depuis douze ans : d'où le recours aux extraits du *Journal* de Gardeur-Lebrun. M^{me} de Genlis n'est pas cette «femme impérieuse, hautaine, violente, remplie d'orgueil et de caprices» décrite par la rumeur publique, son caractère la rend «absolument incapable d'éprouver cet affreux sentiment» qu'est la vengeance :

«Il ne sera pas difficile en lisant le Journal de M. Le Brun, de deviner d'où partent ces imputations que mille libelles ont répétées en y ajoutant beaucoup d'autres mensonges»⁸³.

Le *Journal* de Gardeur-Lebrun est ici la pièce à conviction d'un débat d'opinion dans l'espace public, où M^{me} de Genlis entend défendre son honneur blessé. Plus de deux siècles plus tard, l'historien est en mesure d'apprécier l'ensemble des éléments du système. Une estimation très grossière permet d'évaluer le rapport entre les deux documents : dans les *Leçons d'une gouvernante*, le *Journal* de Gardeur-Lebrun et les notes de M^{me} de Genlis sur celui-ci représentent 330 pages soit près de 320 000 signes, espaces compris. Les pages manuscrites du *Journal* contiennent de 4 000 à 4 500 signes espaces compris et, si l'on ne retient que 200 pages par année, nous sommes déjà, pour les originaux à 2 200 pages, soit vraisemblablement aux alentours de 9 000 000 signes. M^{me} de Genlis n'a sans doute publié que le trentième du travail de Gardeur-Lebrun, en privilégiant tout ce qui concernait sa propre relation conflictuelle avec l'abbé Guyot. Dès sa prise de fonctions, le 5 janvier 1782, le gouverneur avait demandé «en grâce», c'est-à-dire ordonné, à Gardeur-Lebrun d'écrire à deux moments différents de la journée le compte rendu des activités des princes pour une plus grande exactitude : «une première fois dans l'après-midi pendant les leçons de Mr l'abbé [Guyot]; une seconde fois avant de [se] coucher». Le précepteur doit écrire

«ce que les princes auront fait et dit d'un peu remarquable, soit en bien soit en mal, et les choses que vous aurez dit et fait relativement à eux, ainsi que ce qu'on leur aura dit qui vous aura frappé de quelque manière que ce soit. La plus grande preuve de confiance que je puisse vous donner est de vous charger de ce journal; je vous demande toute votre vérité; et la justesse d'esprit que je vous connais. Dans cette espèce d'ouvrage il n'est pas question de style. Il ne faut

83 S.F. de Genlis, *Leçons d'une gouvernante*, op. cit., t. 2, p. 5, 7-8. Le samedi 23 avril 1791, le journal de Gardeur-Lebrun porte une note du gouverneur qui réclame pour le lundi suivant (veille de son départ) la remise de «ce qui lui manque du journal avec le présent cahier». Elle annonce ne vouloir pas publier «des choses désagréables contre qui que ce soit», AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 139.

que de l'exactitude et de la vérité. Surtout ne craignez point d'être minutieux. Il faut bien l'être quand on parle d'enfants de cet âge. Je vous recommande d'écrire à deux reprises, parce que votre journal en sera plus fidèle»⁸⁴.

Même si certains éléments du dispositif de contrôle semblent définitivement perdus (ainsi le journal du valet de chambre Barrois sur l'éducation du comte de Beaujolais), il convient de s'interroger sur l'usage *pédagogique* de ces journaux, les lectures qui en sont faites et leur circulation. On découvre en effet un jeu subtil de *cacher/monttrer* qui donne littéralement le vertige, si bien qu'il conviendra de s'interroger très précisément sur *qui lit quoi* et *à qui*. Du *Journal particulier* écrit par M^{me} de Genlis à destination des enfants ne subsistent que les extraits publiés dans le premier tome des *Leçons d'une gouvernante*, mais nous savons au moins, par le journal de Gardeur-Lebrun, les circonstances de sa genèse. M^{me} de Genlis y rédige le 19 août 1786 la note suivante :

«J'ai eu tant d'affaires tous ces j[ou]rs que je n'ai pas pu rendre compte à ces M^{rs} du journal que je fais p[ou]r les p[ri]nces. Il y a 15 jours que M. le duc de M[ontpensier] me demanda de lui en faire un de ses fautes. Tout ce qu'il me dit sur cela fut singulier p[ou]r son âge et très touchant. Je fais ce journal p[ou]r tous les deux. Ils ne le montrent pas à ces M^{rs} parce que l'on commence par le détail le plus circonstancié de ce qu'ils doivent et de ce qu'ils devront à ces M^{rs} quand ils seront maîtres de leurs biens et de leur fortune. Je leur ai dit que ce détail serait embarrassant p[ou]r la délicatesse de ces M^{rs}. Cette seule raison et non défaut de confiance fait qu'ils ne le leur montrent pas. Mais ce journal restera et il me sera très doux de le faire lire un jour à ces M^{rs}. Ils verront à n'en pouvoir douter si j'ai négligé d'inspirer à nos élèves la tendresse, la confiance, la reconnaissance qu'ils doivent à ces M^{rs}. Quand je n'aurais pas autant d'amitié p[ou]r M^r Le Brun et pour M^r l'abbé Guyot, je me conduirais de même à cet égard, ce qui est prouvé dans ce même journal particulier par les conseils que je donne relativement à M^{me} Desroys dont je n'ai éprouvé que la plus indigne ingratitude p[ou]r prix des plus grands services. Mais qu'importent ces petites choses quand il s'agit de former et de perfectionner le cœur et les sentiments d'enfants si chers? Je leur ai même caché mes sujets de plainte contre M^{me} Desroys dans la crainte de diminuer l'amitié qu'ils lui doivent. Les p[ri]nces auraient pu montrer à ces M^{rs} ce qu'ils ont copié de mon journal. C'est une méditation p[ou]r leur rappeler tous leurs devoirs. Je ne leur avais nullement dit de s'enfermer p[ou]r écrire. Ils ne doivent jamais s'enfermer seuls, c'est une chose que je désapprouve, sous quelque prétexte que ce soit»⁸⁵.

84 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 118, note liminaire du Journal de l'année 1782. Voir aussi S.-F. de Genlis, *Leçons d'une gouvernante*, t. 2, p. 47-48.

85 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 120. M^{me} Desroys a été la sous-gouvernante des enfants d'Orléans avant leur passage aux hommes.

Voilà donc un journal qui est caché aux précepteurs et qui circule entre le gouverneur et les enfants : ceux-ci ont tellement intériorisé son caractère *secret* qu'ils s'enferment pour le recopier ! À partir du 2 avril 1790, à un moment où les relations entre le gouverneur et la duchesse d'Orléans sont très dégradées⁸⁶, ils sont invités à le signer, prélude possible à une instrumentalisation judiciaire du registre⁸⁷ : en tous les cas, ils sont conviés à contrôler si la description qui est faite de leurs actes est fidèle ; il y a là un jeu de *miroir* – avatar moderne du *Miroir aux princes* médiéval ? –, mais l'on se doute bien que cet examen est fictif, tant il s'agit, une fois de plus, d'apporter des preuves à l'appui de l'exemplarité de l'action pédagogique du gouverneur. De leur côté, les journaux écrits par les princes eux-mêmes (tout comme leur correspondance avant envoi) sont systématiquement lus par le gouverneur. À l'inverse, le *Journal* de Gardeur-Lebrun est lu par M^{me} de Genlis mais pas par les enfants, sauf si le précepteur est invité à le leur lire par cette dernière : en revanche, il a des échos dans le *Journal particulier* de M^{me} de Genlis puisqu'elle y répercute les reproches faits par le précepteur. Les enfants connaissent parfaitement la circulation de ce rapport quotidien et circonstancié qui peut leur valoir des réprimandes et des punitions⁸⁸ ; partant en Angleterre pour plus d'un mois, M^{me} de Genlis laisse en juin 1785 une instruction destinée à être lue tous les soirs au duc de Valois et au duc de Montpensier pendant son absence :

86 Le 15 mars précèdent la duchesse d'Orléans refuse catégoriquement de lire ce journal : elle répond « qu'elle n'avait que faire de lire ce journal, qu'elle s'en fiait à ses enfants. J'ai insisté mais en vain. M^{me} la duchesse d'Orléans m'a répété deux fois la même réponse. », *Leçons d'une gouvernante*, op. cit., t. 1, p. 192. Voir également p. 195-200, à la date du 2 avril 1790, où la gouvernante met en place le système de la signature par les enfants. « Je dois dire », écrit-elle dans la préface que « depuis l'époque du 2 avril de l'année dernière [1790], j'ai confusément entrevu que je serais peut-être obligée de produire cette preuve irrécusable de la pureté de mes intentions et de ma conduite » (*ibid.*, p. 9 de la préface).

87 Le duc d'Orléans, parti pour Londres est absent de Paris depuis le 1^{er} novembre 1789. La duchesse ne vient à Bellechasse « que deux ou trois fois dans la semaine : à chaque fois, elle ne reste jamais qu'un quart d'heure ou tout au plus une demi-heure, et ne vient jamais qu'à l'heure où Mademoiselle n'est pas dans ma chambre et où je suis occupée avec ses autres enfants ». Pour que le journal soit « géométriquement prouvé », les princes doivent servir de témoins : ils signent en premier lieu le texte rédigé par M^{me} de Genlis selon lequel « depuis l'instant où j'ai commencé ce journal, vous avez lu vous-même chaque article, je ne vous en fais point la lecture, et par conséquent, vous l'avez lu d'un bout à l'autre jusqu'à ce jour », *ibid.*, t. 1, p. 196-198. Chaque année M^{me} de Genlis en fait une « lecture générale afin de remettre sous vos yeux l'ensemble de tout ce tableau de vos actions ».

88 Voir par exemple ce qu'écrit Gardeur-Lebrun à la date du 3 février 1787 : « Sur ce que M. le duc de Montpensier disait à plusieurs reprises qu'il y aurait un mauvais journal aujourd'hui, je lui ai dit que je ne trouvais pas cela bien et qu'ils devaient les uns et les autres prendre garde qu'on ne puisse les soupçonner de prendre plaisir à dire des choses désagréables. J'ai fait cette observation pour M. le duc de Chartres aussi. En même temps je l'ai prié de ne pas donner de commissions à ses valets de chambre pendant nos exercices » (Archives du musée Condé, Chantilly, Ms 1938 et note du *Journal particulier* de Madame de Genlis, *Leçons*, op. cit., t. 1, p. 105 à la même date).

« Ils savent que M^r Le Brun se donne la peine d'écrire le journal le plus détaillé et le plus exact de tout ce qu'ils font. Si ce journal pendant mon absence est tel que je le désire, ils peuvent s'attendre qu'à mon retour je leur donnerai des récompenses en tout genre que j'imaginerai les plus agréables, et que je ne m'occuperai que des moyens d'augmenter leurs plaisirs pour le reste de l'été, et de leur montrer ma satisfaction de toute manière ; mais si au contraire je suis mécontente du journal, ils peuvent être sûrs aussi que je les punirai à mon retour avec la plus grande sévérité. Ils savent qu'on doit compter sur ma parole »⁸⁹.

Quoi qu'il en soit de ces usages, il est permis de lister les interrogations qui naissent de ce trésor retrouvé. Pour ne pas grossir exagérément cette simple esquisse, nous limiterons cette revue des questions à quatre : l'exercice de l'autorité par le gouverneur, l'ordre du temps, l'application du programme didactique, la rencontre de l'histoire princière avec l'histoire nationale.

1. « Maîtresse absolue »

M^{me} de Genlis a plusieurs fois rappelé qu'elle n'avait accepté ses fonctions que si elle était la « maîtresse absolue » des enfants d'Orléans. Annonçant le 4 janvier 1782 sa nomination au cardinal de Bernis, elle lui écrit : « En acceptant cette marque de confiance jusqu'ici sans exemple, je n'ai demandé que deux choses : d'être maîtresse absolue, et de n'accepter pour prix d'un semblable dévouement que l'honneur si distingué qui s'y trouve attaché⁹⁰. » Elle le redit dès le lendemain au chevalier de Bonnard : « J'avoue que je n'imagine pas qu'on puisse bien faire si on n'est pas le maître absolu »⁹¹. Elle reprend exactement la même expression dans la préface des *Leçons d'une gouvernante* en précisant qu'elle seule disposait « du sort et des places des personnes attachées à l'éducation qui seraient sous mes ordres »⁹².

Invité par le gouverneur à lire pour son compte *L'Émile* de Rousseau, *l'Institution d'un Prince* de l'abbé Duguet et Locke en langue anglaise, Gardeur-Lebrun, qui remplit au Palais-Royal les fonctions qu'exerçait le chevalier de Bonnard sera donc comme l'œil vigilant de M^{me} de Genlis dans le système véritablement

89 Archives du musée Condé, Chantilly, Ms 1937, à la date du 22 juin 1785.

90 Lettre citée, d'après les archives de la famille de Bernis, par F. Masson, *Le cardinal de Bernis depuis son ministère, 1758-1794. La suppression des jésuites Le schisme constitutionnel*, Paris, Plon et Nourrit, 1884, p. 377, note 1.

91 AN, 352 AP 9, p. 71, Journal d'éducation du chevalier de Bonnard.

92 S.-F. de Genlis, *Leçons d'une gouvernante*, t. 1, p. 27-28.

«panoptique» qu'elle a mis en place et il est, de ce point de vue, un greffier d'une qualité tout à fait exceptionnelle. Son *Journal* rapporte tout et devient ainsi un instrument pédagogique puisque cette relation quotidienne entraîne les pénitences que délivre le gouverneur à sa lecture, Gardeur-Lebrun étant prié de reprendre ses élèves à toute expression outrée ou proverbiale et de les punir pour toute *désobéissance réfléchie* ou *mensonge soutenu* :

«Point de rémission pour cela. Les punitions seront que le coupable dinera seul sans autre compagnie que celui qui le punit. Après le dîner il passera sa récréation dans un cabinet où personne n'entrera»⁹³.

Lorsque, à la fin de l'année 1785 la table des princes est supprimée au Palais Royal à la suite des représentations de M^{me} de Genlis qui en estime le coût exorbitant, ceux-ci prennent désormais le déjeuner et le dîner au pavillon de Bellechasse et y demeurent entre les repas : la surveillance de Gardeur-Lebrun s'arrête donc vers midi, après la conduite des princes à Bellechasse, sauf s'il accepte la convivialité qui lui est proposée ; il quitte alors le pavillon après le repas et ne revient chercher les princes qu'à neuf heures du soir après leur dîner, sauf s'il les emmène au théâtre dont les représentations commencent à cinq heures⁹⁴. Le relais est pris l'après-midi par les professeurs qui évaluent quotidiennement les performances de leurs élèves sur le journal du pensionnat de Bellechasse. Nous ne savons pas depuis quand Mademoiselle Rime, la femme de chambre, porte ses observations sur Mademoiselle d'Orléans : elle remplit à cet égard le même rôle que Gardeur-Lebrun en consignant du lever au coucher tous ses faits et gestes, en dehors du moment où la princesse est dans la chambre de M^{me} de Genlis⁹⁵ ; elle surveille en même temps les activités

93 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 117, journal de l'année 1782, fol. 1 v°.

94 Lors d'un des nombreux conflits qui opposent M^{me} de Genlis à Gardeur-Lebrun, celui-ci se plaint, le 2 décembre 1789, du fait que ses élèves soient sortis dans l'après-midi sans M^{me} de Genlis mais en compagnie du peintre Myris. Il estime que cette tâche lui revenait : «C'est, j'ose le croire, mon droit, étant immédiatement son second et n'ayant pas, je pense, mérité une telle exclusion qui pourrait donner une opinion défavorable aux princes si elle se renouvelait». La note du gouverneur fuse le 5 décembre suivant : «Mes élèves et moi nous passons régulièrement tous les jours neuf heures sans le voir et sans savoir où il est. M. Le Brun dit qu'il est mon 2^e, oui à la maison p[ou]r les études, mais non pas p[ou]r les sorties depuis que les grands officiers de Mr le duc de Chartres sont nommés.» La réponse du sous-gouverneur, le même jour, est tout à la fois sobre et amère (AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 121).

95 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 126. À la date du 29 octobre 1788, M^{me} de Genlis «prie M^{lle} Rime qui fait ce journal avec une exactitude et une perfection qui ne me laisse rien à désirer, ainsi que toute sa conduite, je la prie, si Mademoiselle ou Paméla à sa connaissance faisaient quelque action particulière de bonté ou de charité ou de piété, d'elle-même, de l'écrire avec détail sur ce journal. Elle voudra bien leur lire cet article demain matin et à Sophie que je prie de faire la même chose p[ou]r

du comte de Beaujolais, de Paméla, la jeune Anglaise, de César Du Crest et de Henriette de Sercey, neveu et nièce de M^{me} de Genlis, dès qu'il sortent de la chambre de cette dernière, notant en particulier, mais pas seulement, leurs exercices physiques : port de la hotte remplie de bois, poulie tirée, montée à la corde, sauts, courses dans le jardin, etc. Aucun détail ne doit pouvoir échapper à cet œil omniprésent et cette hantise s'inscrit jusque dans l'architecture du pavillon⁹⁶. À Bellechasse, M^{me} de Genlis a fait installer la chambre de Mademoiselle d'Orléans à côté de la sienne. Une simple glace sans tain sépare l'alcôve du «gouverneur» de celle-ci, ce qui lui permet une vigilance de tous les instants⁹⁷. Il existe de même un cabinet muni d'une glace sans tain d'où M^{me} de Genlis peut assister au déroulement des leçons sans être vue. Dans ce cas, elle surveille tout à la fois l'enfant et le pédagogue qui l'instruit⁹⁸.

Son autorité ne peut souffrir aucune discussion et elle le répète inlassablement à ses subordonnés. Lors d'un des nombreux conflits qui l'opposent à l'abbé Guyot en 1785, elle lui déclare :

«Je suis irrévocablement décidée à préparer les princes à leur 1^{ère} communion, ainsi qu'à me charger, successivement ou [à] la fois, quand je voudrai, de tous les objets d'instruction et je ne veux plus de représentations à cet égard. Je n'ôterai jamais à ces M^{rs} un objet d'instruction pour le donner à un autre, mais quand il me conviendra de m'en charger, je le ferai comme c'est le droit incontestable de ma place d'abord, et ce qui vaut mieux par la volonté de M. le duc et de M^{me} la d[uchesse] d'Orléans. Ils sont maîtres de leurs enfants.

Paméla. Je prie M^{lle} Rime aussi toujours non seulement s'il n'y a eu ni moqueries, ni médisances, mais encore s'il n'y a pas eu des rires bruyants».

96 Sur la disposition du pavillon, la meilleure source est encore constituée par les *Mémoires de Louis-Philippe duc d'Orléans écrits par lui-même*, t. 1, Paris, Plon, 1973, p. 13-15.

97 S.-F. de Genlis, *Mémoires inédits*, op. cit., t. 3, p. 92 : «Je n'étais séparée [des princesses] que par une porte de glaces sans teint [sic] et sans rideau, de sorte que je pouvais voir de mon lit tout ce qui se passait chez elles».

98 S.-F. de Genlis, *Leçons d'une gouvernante*, op. cit., t. 1, p. 252, note du 30 novembre 1790 dans son Journal particulier : «Avant-hier, j'étais dans un cabinet d'où je le [Louis-Philippe] voyais, sans qu'il me vît, prendre sa leçon avec M. Alyon, c'est-à-dire passer une demi-heure couché sur sa chaise comme quelqu'un qui se trouve mal, sans écouter ni répondre un seul mot. M. de Chartres dit que c'était qu'il était affligé, parce que j'avais l'air fâché contre lui. 1° Je n'étais pas fâchée; 2° quand bien même j'aurais été fâchée, ce n'était assurément pas une raison pour s'enfermer avec un maître pour ne rien faire, c'est-à-dire avoir l'air de prendre une leçon et de ne pas la prendre, et de céder ainsi à sa mauvaise humeur.» M^{me} de Genlis publie aussi la réponse du duc de Chartres : «J'ai lu l'article ci-dessus, et j'espère que ma tendre amie n'aura plus ces reproches à me faire» (p. 253). Pierre-Philippe Alyon, apothicaire, enseigne, d'après le registre de Bellechasse évoqué plus haut, tout à la fois la géographie, la botanique, la chimie et la mythologie.

Ils m'ont confié pour tout le temps de l'éducation leur autorité. C'est eux que je représente, je ne céderai aucun des droits qu'ils ont daigné me donner»⁹⁹.

Dès lors, toute protestation est à la fois inutile et contre-productive. L'une des fonctions principales du journal d'éducation tenu par le sous-gouverneur est justement d'apporter la preuve de la bonne foi de la gouvernante sous les ordres de laquelle il écrit et la mauvaise foi de ses collaborateurs :

«D'après ce journal, c'est-à-dire une vérité irrécusable, M. Le d[uc] de Ch[artres] verra quelle a été ma patience, mon indulgence, ma bonté de ne l'avoir jamais instruit de la *conduite malhonnête* avec ma mère, avec moi qu'a eue M. l'abbé [Guyot]. Il verra que M. l'abbé, poussé par la haine et des motifs très faciles à pénétrer a toujours été au désespoir de me voir à la tête de l'éducation, etc. M. le d[uc] de Ch[artres] verra et sentira tout cela. Il me rendra justice et dira : que ma conduite a été irréprochable soit avec ceux qui me sont subordonnés, soit dans l'administration de la dépense, soit dans les soins maternels que j'ai rendus à ses enfants, comme Monseigneur et tout le monde le sait, sans autre intérêt que celui de l'attachement. Monseigneur dira après avoir lu sur ce journal tous les détails relatifs à M. l'abbé, mes réponses et les siennes que je suis *calomniée, indignement calomniée*, que M. l'abbé n'a pas reçu l'apparence d'un *outrage* et qu'il n'y a point de réparations que je ne sois en droit d'exiger»¹⁰⁰.

Les collaborateurs de M^{me} de Genlis doivent se le tenir pour dit : elle ne leur a nullement promis de les « consulter » : «Ce n'est point un devoir pour moi, c'est un égard que je n'aurai que pour ceux qui auront mérité mon amitié¹⁰¹. » L'asymétrie est ici essentielle dans le rapport hiérarchique qui s'établit entre elle et ses subordonnés. Il faudra de ce point de vue examiner attentivement les répercussions, dans la pédagogie elle-même, de cette organisation complexe. Au château de Saint-Leu, M^{me} de Genlis assiste, une grande partie de l'été 1785, aux leçons données aux princes par l'abbé Mariottini :

«Je dirai sans détour que j'ai trouvé qu'il aurait dû mille fois réveiller leur attention, remarquer qu'ils ne l'écoutaient pas, qu'ils manquaient d'application, que celui qui ne lisait pas et qui doit suivre la leçon ne regardait seulement pas le livre, etc. Jamais une seule fois M. l'abbé ne les a repris de ces choses. Il poursuit sa lecture sans remarquer s'il est écouté ou non. Cette manière de montrer n'est pas celle qu'on doit avoir avec des enfants. Et ce n'est pas celle qu'on a avec du zèle et l'amour de ses devoirs. M. l'abbé dira peut-être que j'étais là et que c'était à moi à les reprendre ; non, quand ce n'est pas moi qui donne

99 Musée Condé, Chantilly, Ms 1937, 18 août 1785 ; S.-F. de Genlis, *Leçons d'une gouvernante*, op. cit., t. 2, p. 195-196.

100 *Ibid.*, à la date du 11 septembre 1785 ; S.-F. de Genlis, *Leçons...*, op. cit., t. 2, p. 244-245 où le passage manuscrit est considérablement amputé.

101 *Ibid.*, 20 août 1785 ; S.-F. de Genlis, *Leçons...*, op. cit., t. 2, p. 205.

la leçon et surtout quand, pendant cette leçon, j'écris ou je travaille. Cependant de temps en temps, leur nonchalance était si marquée que je les reprenais, voyant d'ailleurs que M. l'abbé leur passait tout, ou plutôt ne remarquait rien. Ce qui m'a d'autant plus étonnée qu'hors des leçons M. l'abbé Mariottini avec M. le c[om]te de Beaujolais n'épargne pas les réprimandes devant moi, quoiqu'il doive savoir qu'où je suis, quand il ne donne point de leçon, il n'en a point à faire. [...] Ne voulant point d'explication ni par lettres, ni de vive voix, j'écris ceci sur le journal d'éducation»¹⁰².

Ce passage a le mérite de manifester l'exercice, en acte, de l'autorité au cours d'une leçon. La scène se déroule vraisemblablement dans le bureau de la gouvernante : l'abbé Mariottini se trouve sous le regard croisé de ses élèves et de sa supérieure et estime sans doute qu'il revient à celle-ci d'intervenir en cas d'indiscipline. Ajoutons que le compte rendu journalier est *réversible* : si M^{me} de Genlis ne cesse de pointer, à la lecture des journaux qui lui sont remis, les défaillances, maladroites ou erreurs de ses subordonnés, elle invite ses élèves dans son propre *Journal particulier*, qu'elle fait lire chaque jour à chacun d'entre eux pour les remarques qui les concernent, à lui faire des remarques et des rapports sur leur entourage. Soit cette adresse au duc de Chartres le 5 août 1786 :

«Prenez aussi l'habitude d'étudier les gens avec lesquels vous vivez, et de vous attacher à démêler leurs caractères; vous me ferez part de vos observations dans nos entretiens, j'y joindrai mes observations».

Si, dès le lendemain, elle excepte de ce contrôle Gardeur-Lebrun et l'abbé Guyot, «parce qu'ayant été choisis pour être vos instituteurs, vous devez penser qu'ils ont toutes les vertus essentielles et le caractère le plus estimable¹⁰³», c'est bien un rapport de Louis-Philippe qui est à l'origine de l'éviction de l'abbé Guyot à la fin du mois d'octobre de la même année : fondant en larmes devant son gouverneur, il lui explique que les leçons de latin, données depuis dix-huit mois par l'abbé Guyot, sans la présence de Gardeur-Lebrun, étaient l'occasion pour le prince, de se plaindre de M^{me} de Genlis, et pour le précepteur de renchérir abondamment sur ces reproches¹⁰⁴. Gardeur-Lebrun est lui-même l'objet de

102 *Ibid.*, 23 octobre 1785; S.-F. de Genlis, *Leçons...*, *op. cit.*, t. 2, p. 285. Le gouverneur demande alors à Gardeur-Lebrun de lire aux abbés Guyot et Mariottini l'ensemble des notes qu'elle a écrites depuis le 15 octobre.

103 *Ibid.*, t. 1, p. 2-4, aux dates des 5 et 6 août 1786.

104 *Ibid.*, t. 2, p. 302-334, note du 28 octobre 1786. L'épisode a été relaté par Guy Antonetti, *Louis-Philippe*, *op. cit.*, p. 98-100. Voir le Journal de Gardeur-Lebrun pour l'année 1786, AGRB, Fonds

ces rapports : le 6 mai 1787, le duc de Chartres lui rapporte qu'il a prévenu M^{me} de Genlis du propos que le précepteur a tenu sur les promenades : « Si j'en étais le maître, je ne les arrangerais pas comme elle ». Dans le journal lui-même, Gardeur-Lebrun présente ses excuses et reconnaît qu'il aurait « mieux fait de ne pas parler ainsi », mais il ajoute que « ce rapport n'est pas honnête » et il prie son élève « de ne jamais rien rapporter que devant lui et dans la journée afin d'être à portée de détruire sur le champ les mauvaises impressions que son amie pourrait prendre ». Le 12 mai suivant, la réponse cingle :

« M. Le Brun paraît y blâmer M. le duc de Chartres de m'avoir rendu compte du propos qui est échappé à M. Le Brun. Il appelle cette action de M. Le Brun un *rapport*. Ce n'en est point un dans l'acception odieuse de ce mot. M. le duc de Valois n'a fait que remplir un devoir. Mgr et Madame [la duchesse d'Orléans] après la cruelle aventure de M. l'abbé Guyot, lui ont ordonné de ne jamais souffrir de ceux qui sont attachés à l'éducation un mot ou une critique même indirecte contre moi, et de m'en rendre compte en le disant à la personne à qui cette légèreté serait échappée. C'est ce qu'il a fait. Il n'a eu qu'un tort, c'est de ne pas prévenir sur le champ M. Le Brun qu'il me le dirait. Un *rapport*, c'est de rendre sans nécessité un propos indiscret, avec l'intention de faire une pure tracasserie sans prévenir la personne que l'on cite et même en demandant qu'elle n'en soit pas instruite. Il est très nécessaire que je sache de quelle manière on parle de moi à mes élèves, et qu'on ne diminue en rien, même dans les petites choses (car comment le pourrait-on dans les grandes ?), le respect et l'affection qu'ils me doivent. D'ailleurs M. le duc de Chartres en avait reçu l'ordre, ordre qui n'était que trop motivé par la perfidie dont j'ai été l'objet. M. le duc de Ch[artres] n'a point désiré que M. Le Brun ignorât ce qu'il me dirait. Il n'a été ni traître ni tracassier. Il a tenu sa parole, a montré dans cette occasion de la droiture et de la fermeté, il n'a donc point fait de *rapport*, il a fait ce qu'il devait faire »¹⁰⁵.

Le sous-gouverneur sait donc à quoi s'en tenir. Nous extrairons un dernier exemple du journal de Mademoiselle Rime. Le 1^{er} décembre 1788, M. Galland, professeur d'écriture entre dans la pièce où il doit donner sa leçon à un moment de dispute entre Mademoiselle d'Orléans et sa femme de chambre :

« M. Galland se plaint de ce que Mademoiselle a été malhonnête au commencement de sa leçon parce qu'il est entré au moment où Mademoiselle me disait que je lui disais des injures en lui parlant ; qu'il a dit à Mademoiselle qu'il

Vendôme-Nemours 136. Le second tome des *Leçons d'une gouvernante* est, en très grande partie, consacré au long conflit qui oppose M^{me} de Genlis à l'abbé Guyot.

105 Archives du musée Condé, Chantilly, Ms 1938, aux dates des 6 et 12 mai 1787. Nous ne publions qu'un extrait de cette note. Voir aussi S.-F. de Genlis, *Leçons...*, op. cit., t. 2, p. 337-341, et la leçon de morale à destination du duc de Chartres que M^{me} de Genlis tire de cet épisode dans son *Journal particulier* à la date du 14 mai 1787, *ibid.*, t. 1, p. 110-112 : « Je dois vous répéter, mon enfant que, dans cette occasion, vous avez fait ce que vous deviez, d'après la cruelle aventure qui vous est arrivée avec**** » [c'est-à-dire l'abbé Guyot].

fallait savoir faire différence des mots, que des injures étaient des choses fort impertinentes, qu'il ne me croyait pas capable de l'être à ce point avec Mademoiselle. Mademoiselle lui a répondu avec humeur qu'elle le prie de ne lui pas parler, que ça ne le regarde pas, ce qui a fâché M. Galland, croyant ne pas avoir manqué à Mademoiselle en lui faisant faire cette remarque».

La réponse de M^{me} de Genlis ne tarde pas et elle écrit immédiatement sur le registre :

«Le jugement de M. Galland est peu fondé et exprimé d'une manière on ne peut pas moins convenable. M. Galland doit sentir qu'il ne doit ni dire ni écrire que M^{lle} est malhonnête. D'ailleurs M. Galland ne doit point se mêler de ce qui est étranger à l'écriture ; si M^{lle} lui a dit cela avec aigreur, elle a eu tort pour la forme mais grande raison pour le fond. Je prie M. Galland de ne se mêler uniquement que de sa leçon d'écriture et à l'avenir de mesurer davantage ses expressions quand elles auront Mademoiselle pour objet. Je veux que Mademoiselle soit douce et bonne et je veux aussi que ses maîtres sentent le respect qui est dû à son sexe et à son rang. Je veux enfin qu'elle méprise la morgue et la hauteur mais qu'elle ait la dignité qui lui convient. Je prie M^{lle} Rime de lire tout cet article à M. Galland».

À bon entendeur salut ! Dès la leçon du lendemain ; le professeur d'écriture consigne ses regrets qui sont, semble-t-il, à double sens :

«Je me repentirai toute ma vie bien sincèrement d'avoir pris la liberté d'expliquer à Mademoiselle ce que signifie le terme *injure* que Mademoiselle reprochait je crois injustement à M^{lle} Rime. J'ai dit : "Princesse, vous avez un trop bon cœur pour vous servir de cette expression si vous la connaissiez." Mais je sens que j'aurais dû me taire. Mon attachement m'a aveuglé dans ce moment, et je répète que je regretterai toujours d'avoir pu déplaire à M^{me} la Marquise, dont la volonté et les ordres judicieux seront toujours pour moi des lois aussi respectables qu'inviolables»¹⁰⁶.

Il est inutile de multiplier les exemples. Les historiens ont signalé depuis longtemps les départs successifs des maîtres et serviteurs, qui n'ont cessé de ponctuer l'éducation des princes et princesses d'Orléans¹⁰⁷. Peu s'en est fallu que Gardeur-Lebrun ne subisse le même sort : il refuse en effet, en septembre 1790,

106 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 126, 2 et 3 décembre 1788.

107 Le valet de chambre Prier en juin 1784, l'abbé Felice Marottini en novembre 1785, Mademoiselle Nonnon, femme de chambre en août 1786, l'abbé Guyot d'Ussières en octobre 1786, l'abbé Mugnozzi en octobre 1790. Le conflit avec l'abbé Guyot occupe une bonne partie du t.2 des *Leçons d'une gouvernante*. L'abbé Marottini a raconté lui-même dans *Alla Signora Di Sillery-Brulart (per lo innanzi contessa di Genlis) Lettera dell'Abate Felice Mariottini*, Londres, J. Mathews, 1792, ses rapports tendus avec cette dernière au cours de son préceptorat qui dure de 1783 à 1785. Voir aussi P. Lejeune, *op. cit.*, p. 438-443.

de signer une lettre que M^{me} de Genlis a rédigée elle-même et qu'elle veut voir transmise aux journaux pour la disculper de toute présence dans les tribunes de l'Assemblée nationale dans la nuit du 5 au 6 octobre 1789 et il invoque sa «répugnance à se voir imprimer». Que n'a-t-il pas alors écrit! :

«J'aime beaucoup mieux un ennemi tout à découvert qu'un ennemi qui s'enveloppe dans l'ombre et dans les ténèbres. Comme M. Le Brun pour la 1^{ère} fois vient d'agir avec moi sans aucune dissimulation, je vais à son exemple (pour n'y plus revenir) écarter un instant la délicatesse et les égards qui m'ont empêché jusqu'ici de lui dire librement ce que je pensais de sa conduite à mon égard. Quel est l'homme qui me traite ainsi, et qui a eu pour moi tant d'autres procédés de ce genre consignés dans ce journal? L'homme qui fut jadis trop heureux d'obtenir une place de secrétaire de mon mari, l'homme qu'ensuite je plaçai au Palais Royal, l'homme que j'ai fait le sous-gouverneur des enfants de M. d'Orléans, l'homme dont le frère ne doit sa place au Palais Royal et sa fortune qu'à moi seule, l'homme que j'ai comblé de bienfaits et des plus tendres marques de la plus sincère amitié, l'homme pour qui j'ai annulé toutes les étiquettes afin de lui procurer plus d'agréments dans sa place, l'homme dont (malgré tous ses torts) je n'avais jamais parlé à M. d'Orléans jusqu'à l'époque de ce dernier trait que pour en faire l'éloge! [...] Dès le soir où il m'a renvoyé ma lettre, je lui ai mandé dans le billet qu'il a transcrit ici que je le regardais comme mon plus mortel ennemi et je savais depuis longtemps à quoi m'en tenir sur ce point. Ainsi cela est indifférent à nos fonctions respectives qui vont très bien malgré nos sentiments particuliers l'un pour l'autre»¹⁰⁸.

À cette date tardive, et compte tenu des tensions qui délitent progressivement le couple princier, M^{me} de Genlis pressent, en effet, qu'elle n'est plus en position de réclamer le départ de Gardeur-Lebrun et qu'elle a plutôt intérêt à le conserver. Au reste, Louis-Philippe lui-même a fort bien saisi le sens de ces évictions et s'y attarde dans ses *Mémoires* :

«Madame de Genlis éloignait toutes les personnes qui, par leur caractère ou leur instruction pouvaient briller plus qu'elle à nos yeux, ou pénétrer et nous faire connaître sa superficialité. C'est ce qui fit que ceux de nos maîtres qui avaient un mérite réel, étaient relégués au Palais-Royal et ne nous voyaient guère que

108 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 122, aux dates des 25 et 28 septembre 1790. Il s'agit de contredire le témoignage porté contre le duc d'Orléans par Ferdinand Alphonse, marquis de Digoine du Palais, dans la *Procédure criminelle instruite au Châtelet de Paris sur la dénonciation des faits arrivés à Versailles dans la journée du 6 octobre 1789*, t. 1, Paris, Baudouin, 1790, p. 265. M^{me} de Genlis évoque cet épisode dans les extraits qu'elle publie du journal d'éducation de Gardeur-Lebrun et de ses réponses, *Leçons d'une gouvernante*, op. cit., t. 1, p. 362-366, mais se garde bien de faire imprimer le passage que nous citons : raison supplémentaire pour entreprendre une histoire *génétique* de ses écrits. Elle réitère ses accusations le 8 octobre suivant, n'acceptant «point ces soins d'une personne, ami ou liée avec tous les gens qui passent leur vie à faire des petits libelles contre moi», incriminations que récuse son subordonné.

depuis huit heures du matin jusqu'à midi. Cette matinée ainsi employée au Palais-Royal nous était fort utile »¹⁰⁹.

2. Un ordre du temps

En second lieu, le *Journal* de Gardeur-Lebrun vient confirmer un certain nombre d'hypothèses déjà formulées à propos du système d'éducation de M^{me} de Genlis. Celui-ci est d'abord et avant tout un *ordre du temps*. Cette caractéristique ne lui est pas particulière. On sait, par exemple, que Marc-Antoine Jullien de Paris (1775-1848), qui fut, sous la Révolution, un commissaire très actif du Comité de salut public, puis devint ultérieurement un ardent propagateur des idées et méthodes de Pestalozzi était, lui aussi, obsédé par l'emploi du temps, et que, alarmé par toute perte, il préconisait un contrôle rigoureux de celui-ci par un agenda journalier : lui-même avait été élevé par des parents qui tenaient un journal de sa vie et le lui donnaient à lire¹¹⁰.

Pour donner une idée de la minutie des comptes rendus de Gardeur-Lebrun, voici un extrait concernant le tout début de la journée du lundi 18 avril 1791, peu de temps avant le départ du gouverneur :

« Réveil à 7 h lever vers la demie. Il était environ 8^h 5^{mi} quand nous avons dit les prières. M. de Montp[ensie]r s'était fait chauffer, s'était lavé la bouche, le visage et les mains. Je lui ai proposé de faire ses altères. Il y a eu des difficultés. Il a pensé qu'il ne pourrait pas être prêt pour 9^h 30. J'ai dit pour couper court qu'il en ferait ce qu'il voudrait et que j'en rendrais compte. Il s'est décidé. Il avait fait quatre tours avec ses cruches à 8^h 16^{mi}. Il a fait un repos de 7^{mi} ; les quatre autres tours lui ont pris une minute ; il s'est reposé de 24^{mi} à 26^{mi} ; de 26 à 29^{mi}, il a fait ses altères ; sa coiffure a duré de 29 à 36^{mi}, il a continué sa lecture spirituelle jusqu'à 43^{mi} ; et il a donné 5^{mi} pour sa poudre, mettre son épingle au jabot, sa cravate et son habit. Alors il a relu jusqu'à 9^h de la géométrie qu'il reprendra après ses études avec M. Le Couppey. À 9^h déjeuner de pain rassis. L'orangeade dans laquelle ils l'ont trempé jusqu'avant-hier a été partagée en plusieurs verres qu'ils boiront dans la matinée. Ils ont déjeuné chez leur frère [le duc de Chartres] qui depuis plusieurs jours ne travaille plus avec nous. M. de Beaujolais n'est pas venu aujourd'hui faire ses exercices ordinaires parce que de l'ordonnance de M. Coüad, il met pend[an]t quelques

109 *Mémoires de Louis-Philippe...*, op. cit., t. 1, p. 18-19.

110 Voir la belle étude que lui consacre Philippe Lejeune, *Aux origines du journal personnel*, op. cit., p. 261-281.

jours les pieds dans l'eau pour un coup à la tête samedi dernier. À 9^h 30 les deux jeunes ont repris le travail»¹¹¹.

La précision du minutage atteint ici des sommets et l'on peut se demander si, par une sorte d'ironie au second degré, Gardeur-Lebrun ne cherche pas à se parodier lui-même au moment où il sait que M^{me} de Genlis quitte sa charge. Toujours est-il que son *Journal* est bel et bien une dissection horaire de la journée qui ne laisse aucun moment au hasard ou à une libre disposition de l'enfant ou de l'adolescent à lui-même, par définition suspecte. Soit un simple exemple : le 22 février 1785, les princes passent une heure chez leur mère de midi et demi à une heure et demie. M^{me} de Genlis écrit :

«Je vois ici une récréation d'une bonne heure passée à ne rien faire. La d[u-chesse] de Ch[artres] n'aurait pas demandé ses enfants pour tout ce temps si M. Le Brun lui eût dit qu'on employait les récréations utilement comme à jouer au billard, à repasser l'architecture et puis un quart d'heure de trictrac ou d'échecs. Je le prie qu'à l'avenir quand le temps ne permettra pas la promenade, ce temps soit employé dans ce genre comme je l'avais recommandé»¹¹².

Chaque particule composant la journée est ici décrite et appréciée, si bien que le «grain» des jours prend ici une signification tout autre. M^{me} de Genlis a consacré un livre, il est vrai tardif¹¹³, à l'emploi du temps mais toutes ses directives se portent sur le «mauvais» usage qui pourrait être fait de chaque moment de la journée : les instructions successives qu'elle délivre à ses subordonnés sont toutes soumises à cet impératif de «remplir» tous les segments de la journée et d'obéir à des horaires stricts du lever au coucher¹¹⁴.

111 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 139, à la date du 18 avril 1791. M. Le Couppey est professeur de latin et de grec. M. Couad, médecin du duc d'Orléans, réside rue d'Artois au Trésor royal.

112 Archives du musée Condé (Chantilly), Ms 1937, à la date indiquée. Voir aussi AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 118, journal de Gardeur-Lebrun à la date du 17 juin 1783 : rentrant d'une promenade qui a duré de six heures à huit heures moins le quart «malgré de la boue et des averses de pluie», les princes se sont reposés jusqu'à huit heures où ils partent à Bellechasse. M^{me} de Genlis note : «Je n'aime point ces repos-là. Il ne faut pas les accoutumer à regarder la totale oisiveté comme un repos, d'ailleurs on ne doit pas être fatigué d'une promenade d'une heure. Il ne faut pas qu'ils restent jamais une heure sans rien faire ne fût-ce que p[ou]r six minutes. On pourrait employer ce quart d'heure à jouer aux échecs ou au blason, ou répéter les mots d'architecture ou enfin une lecture. En un mot jamais deux minutes, ni une d'oisiveté».

113 S.-F. de Genlis, *De l'emploi du temps*, Paris, Arthus Bertrand, 1824. Le manuscrit de cet ouvrage est conservé au Musée national de l'Éducation, 1979, 14104. Au début du premier chapitre, l'auteur livre cette réflexion : «Je réparerai le temps perdu; phrase bien irréflectée, on peut en expier le mauvais usage, on n'en répare point la perte». (p. 1).

114 Voir les instructions qu'elle laisse à Gardeur-Lebrun le 21 juin 1785, quatre jours avant son départ pour l'Angleterre dont elle ne revient que le 27 juillet suivant, Archives du musée Condé, Chantilly, Ms 1937. La journée, où s'entremêlent leçons (trois quarts d'heure ou une heure), instructions plus

3. Le programme et son application

Le chantier le plus important de ce nouveau corpus documentaire sera constitué par l'analyse de l'*application* d'un programme d'éducation princière annoncé dès *Adèle et Théodore*¹¹⁵ : comment celui-ci a-t-il été réalisé et a-t-il évolué au fil des années ? Comment les enfants eux-mêmes se le sont-ils approprié ? Quelles tactiques de résistance ont-ils pu développer pour échapper au carcan de cette surveillance de tous les instants¹¹⁶ ? Le système d'éducation de M^{me} de Genlis tel qu'il est exposé dans les *Leçons d'une gouvernante* a déjà donné lieu à de très nombreuses études qu'il n'est pas nécessaire de répéter. De toute façon, les limites de cette contribution nous contraignent à n'évoquer que quelques éléments restreints.

Le contrôle de l'intimité

L'inspection s'exerce même jusqu'à l'intimité la plus secrète des princes. Ce n'est pas la moindre surprise du lecteur du journal de Gardeur-Lebrun que de découvrir, à partir d'avril 1789, l'utilisation d'un code secret entre le sous-gouverneur et M^{me} de Genlis¹¹⁷ : nous y trouvons des cercles noircis à l'encre noire, beaucoup plus rarement des carrés. La notation intervient toujours après le lever et est suivie d'un commentaire bref et elliptique : « peu », « un peu », « assez », « beaucoup », « comme hier », « moins qu'avant-hier ». Ce code s'éclaire si l'on se reporte d'abord à une notation du 1^{er} avril où le valet de chambre Plie fait voir à Gardeur-Lebrun, après la toilette du duc de Chartres, « sa chemise avec une tache qui prouve qu'il est homme ». Le 15 avril suivant, M^{me} de Genlis conseille à son subordonné de consulter l'un des médecins du duc d'Orléans, le docteur Coüad. Le sous-gouverneur ajoute dans son journal :

« Je continuerai à marquer ce qui arrivera, mais par une marque telle que celle-ci pour le jour □, et celle-ci ● pour la nuit ce dont je pourrai m'assurer au moyen de la précaution qu'elle m'a indiquée de faire prendre des chemises de nuit. Nous espérons que ceci est naturel, et tout nous engage à le croire »¹¹⁸.

courtes, répétitions et moments de détente y est détaillée de six heures et demie du matin jusqu'à neuf heures du soir, heure du souper.

115 Voir la lettre XXXVI d'*Adèle et Théodore*, *op. cit.*, t. 1, [1782], 2006, p. 177-183.

116 Il faudrait regarder, en particulier, comment ils peuvent jouer sur les horaires : voir la note du 2 mai 1791 (donc à un moment où M^{me} de Genlis est absente) dans le journal de Gardeur-Lebrun (AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 139).

117 Sur le passage du journal à l'écrit chiffré, voir Philippe Lejeune, *Aux origines du journal personnel...*, *op. cit.*, « Écrits cryptés », p. 77-124.

118 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 121, aux dates indiquées.

Le code secret est donc un contrôle des pollutions nocturnes du prince et surtout une vigilance accrue à l'égard de possibles masturbations. On sait combien, depuis la parution du livre du docteur Tissot *L'onanisme* (1760), les éducateurs ont été littéralement obsédés par cette question : les jeunes princes Louis et Joseph de Saxe ayant acquis de « mauvaises habitudes » en 1776, l'abbé Barruel, leur précepteur, leur lit justement l'ouvrage de Tissot pour leur inspirer l'horreur de cet acte¹¹⁹. Une note marginale de M^{me} de Genlis à la date du 17 janvier 1790 indique que le duc de Chartres n'a pas dîné à la suite d'un « violent accès de mélancolie et versé des torrents de larmes, c'est une vapeur qui tient à son âge, moment bien terrible dans les hommes » et elle ajoute :

« Pour la chose dont M. Le B[run] m'a parlé à son sujet, je n'entends rien à cela. M. Le B[run] agira avec sa prudence ordinaire. Il faut peut-être lui faire dire par un chirurgien que cela est dangereux et l'empêcherait par la suite d'avoir des enfants. Cette crainte pourrait beaucoup sur lui, et puis lui faire parler par son confesseur au nom de la religion, mais bien faire entendre à ce confesseur qu'il prenne garde de détruire son innocence qui est extrême et lui dicter ce qu'il doit dire »¹²⁰.

Le 29 juin 1790, Gardeur-Lebrun note :

« Au moment de se mettre au lit, M. de Chartres est venu me dire en particulier qu'il venait de se trouver mouillé, à quoi j'ai répondu qu'à son âge cela arrivait et que cela n'avait rien de dangereux quand c'était naturel mais qu'il fallait bien se garder de l'exciter en y portant la main. Il en sait le danger et connaît l'affreux état du neveu de M. de S[ain]t-Blanc[ard] »¹²¹.

On ne peut s'empêcher de penser à cette phrase du *Journal* de Louis-Philippe à la date du 22 mai 1791 :

« Depuis un an environ, ma jeunesse me livre des combats continuels, je souffre beaucoup ; mais cette douleur n'a rien d'amer, au contraire, elle me fait envi-

119 Archives départementales de l'Aube, fonds de Saxe, E* 1461, lettres de l'abbé Barruel au prince de Saxe, 5 et 26 juillet, 5, 12 et 19 septembre 1776. Voir aussi Patrick Singy, *L'usage du sexe. Lettres au Dr Tissot, auteur de L'onanisme (1760)*, Lausanne, BHMS, 2014.

120 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 139, à la date du 17 janvier 1790. La note est ici une copie de la note originale. Pour Samuel Tissot, *L'onanisme ou dissertation physique sur les maladies produites par la masturbation*, Lausanne, Antoine Chapuis, 1760, celle-ci provoque « une espèce de paralysie des organes de la génération » (p. 94).

121 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 122, à la date indiquée. Charles-Michel de Gontaut-Biron, marquis de Saint-Blancard est un gentilhomme qui est attaché à la cour du duc d'Orléans. Voir également *ibid.*, à la date du 25 octobre 1790, la notation relative au duc de Montpensier : « Quand nous avons été seuls, je lui ai parlé de ce que j'avais observé pendant sa toilette, qu'il avait continuellement la main à un endroit où il doit plus que jamais se garder de la porter pour éviter les mauvais effets qui en peuvent résulter pour la suite. Réflexions à ce sujet, il les a écoutées tranquillement et m'a dit qu'il y ferait attention ». La remarque est répétée le 22 novembre 1790.

sager un heureux avenir. Je pense au bonheur dont je jouirai, quand j'aurai avec moi une femme aimable et jolie qui me donnera un moyen légitime de satisfaire ces désirs ardents dont je suis dévoré».

Il poursuit son propos en bénissant sa «mère» – il s'agit de M^{me} de Genlis – de l'avoir préservé des dérèglements propres aux jeunes gens en lui inspirant des sentiments de religion qui font sa force¹²². La même vigilance s'exerce à l'égard du duc de Montpensier puisque, à la date du 16 mars 1791, Gardeur-Lebrun, en présence du duc de Chartres, a renouvelé à celui-là son «observation sur le peu de pudeur» qu'il voyait «à sa toilette, sur ce qu'il avait, sans s'en apercevoir sans doute, la main où elle ne doit jamais être, et sur la nécessité d'y faire attention. Je désire que cela fasse effet»¹²³.

Les résumés annuels du travail

Plus encore que les notations quotidiennes, les résumés annuels du travail qu'ont fait les princes avec le précepteur de latin (l'abbé Guyot, puis M. Le Couppey), qui remet une note recopiée sur le *Journal d'éducation*, Gardeur-Lebrun et les différents maîtres, offrent une vue d'ensemble non seulement des contenus enseignés mais des méthodes utilisées, matière par matière¹²⁴ : religion (l'abbé Guyot jusqu'en 1785, M^{me} de Genlis prenant ensuite le relais de cet enseignement¹²⁵), latin, grec (seulement avec M. Le Couppey), géographie (avec l'abbé Guyot), arithmétique, usage de la règle et du compas, géométrie, architecture, lectures d'ouvrages d'histoire (l'histoire s'apprenant aussi par les abrégés des «époques» que M^{me} de Genlis a rédigés), «extraits», c'est-à-dire résumés de pièces de théâtre faits soit d'après les lectures, soit le lendemain des représentations

122 *Correspondance...*, *op. cit.*, p. 252-253. Voir aussi la lettre écrite par Louis-Philippe à sa mère le 3 avril 1792 (c'est-à-dire pendant la Semaine Sainte) sur ses mœurs qui «sont, j'ose le dire aussi pures sous tous les rapports qu'elles le soient, elles sont intactes», Gaston Du Boscq de Beaumont et M. Bernos, *La famille d'Orléans...*, *op. cit.*, p. 171-173.

123 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 123, à la date indiquée.

124 Ces résumés synthétiques clôturent le journal de chaque année.

125 L'inculcation religieuse ne peut être examinée du seul point de vue d'une discipline scolaire. Elle passe aussi par les prières et l'examen de conscience quotidiens, par la préparation aux sacrements (première communion et baptême), l'assistance aux offices (messe dominicale mais aussi assistance aux offices de la Semaine Sainte), le catéchisme (on notera, à titre d'exemple les questions des enfants à l'abbé Mariottini à propos du neuvième commandement le 24 juillet 1785, Archives du Musée Condé, Chantilly, Ms 1937 : «pourquoi la femme ne faisait pas d'enfants sans un homme [...] mais comment fait-on des enfants?»), l'apprentissage de l'histoire sainte à l'aide des textes de Fleury. Les actions de bonté ou de charité semblent relever davantage de la munificence princière que d'un enseignement proprement religieux.

auxquelles les princes ont assisté, exercice de la mémoire¹²⁶, leçons des différents maîtres (écriture, dessin, danse, chant¹²⁷, tour de menuiserie); sur ce dernier point, les leçons des maîtres se prenant à partir de 1786 au pavillon de Bellechasse, en dehors de la surveillance du sous-gouverneur, ce dernier s'estime exonéré de tout compte rendu et n'évoque que l'exercice militaire (c'est-à-dire la marche sous la conduite d'un sergent), les armes (tir au pistolet) et l'équitation. Les langues vivantes s'apprennent non seulement par des leçons mais aussi lors de conversations au cours des promenades et le gouverneur veille très régulièrement à ce que la promenade soit ou «anglaise» ou «italienne», et ait en même temps une thématique, par exemple «botanique», réprimandant ses subordonnés lorsqu'elle estime que l'exercice linguistique n'a pas été suffisamment intense. En 1784, M. Powell maître d'anglais «continue à être fort content de la prononciation des princes qui traduisent la prose avec assez de facilité [...]. À présent ils traduisent la partie d'un traité d'équitation en anglais que M. Astley a jugé leur être nécessaire». Ils apprennent des vers tirés de *The Seasons* de James Thomson, «parlent mieux que l'année dernière, mais ils ne sont pas encore capables de soutenir une longue conversation en anglais»¹²⁸. L'enseignement du droit, principalement du droit naturel et du droit public, avec l'avocat François Gaultier de Biauzat intervient à partir de 1789; le professeur note à la date du 8 février 1789 :

«Monseigneur le duc de Chartres fait des progrès étonnants, prévoyant mes réponses, quand je l'interroge sur des articles douteux. Et j'observe de faire voir aussitôt à Monseigneur, pour sa satisfaction et pour l'encourager, que sa raison a prévu la décision de la loi. Monseigneur le duc de Montpensier paraît aussi bien saisir tous les principes essentiels que je lui donne, et les exemples palpables que je lui présente; tel a été l'état des choses depuis le commencement jusqu'à ce jour, où elles n'ont pas changé»¹²⁹.

126 On sait ainsi que les princes ont appris par cœur 811 vers en 1782, 1 105 en 1783, 2827 (dont 862 correspondant aux deux premiers chants du *Poème de la religion* de Louis Racine et 1 492 des *Fables* de La Fontaine) en 1784, Gardeur-Lebrun énumérant les morceaux ainsi enregistrés qu'ils répètent les années suivantes.

127 Le maître de chant était le compositeur Niccolò Piccinni. Le 21 avril 1789, M^{me} de Genlis note après l'évaluation de celui-ci : «Suivant M. Piccinni, les leçons sont toujours parfaites, ce que je ne crois nullement. M^{lle} Rime présente à ces leçons doit voir si l'on s'applique et si réellement le maître est content et dorénavant elle m'en rendra compte» (AGRB Fonds Vendôme-Nemours 126).

128 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 119, Philip Astley, maître d'équitation des princes, a ouvert depuis 1783 à l'entrée de la rue du Faubourg-du-Temple un manège anglais dénommé *Nouvel amphithéâtre des sieurs Astley père et fils*, où se rendent ses élèves et où se déroulent des spectacles équestres.

129 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 126, registre de Bellechasse à la date indiquée. Voir aussi ce que Louis-Philippe dit de cet enseignement, *Mémoires...*, *op. cit.*, t. 1, p. 43.

Bref, avec ces documents, c'est tout le parcours scolaire des princes-élèves qu'il est possible de retracer de manière précise, avec des données circonstanciées sur la didactique employée par les précepteurs. Ceux-ci indiquent les choix qu'ils font, leurs tâtonnements, les raisons de l'abandon de telle ou telle méthode. Ainsi, en 1784, l'abbé Guyot note-t-il que les jours de dimanches et fêtes,

« on a lu constamment depuis trois ans l'épître et l'évangile du jour. Pendant cette année, on avait entrepris d'en développer le sens spirituel et moral et d'en faire l'application à la conduite des princes, mais ce plan n'a pas eu dans la pratique les avantages qu'il promet dans la théorie. Il demande une attention soutenue et l'impossibilité de l'obtenir pendant une demie heure des esprits encore volages l'a fait abandonner pour quelque temps. On s'est réduit à quelques réflexions bien courtes ou à quelques sentiments rapides que le sujet a fait naître. On remplit le reste du temps par l'explication du grand catéchisme de Montpellier. Cet ouvrage excellent sous presque tous les rapports fait l'histoire et développe le plan merveilleux de la religion avec une méthode, une clarté et une précision dignes de servir de modèle à tous les livres élémentaires »¹³⁰.

Le précepteur s'est donc replié ici sur une méthode éprouvée, déjà employée en 1782 et dont il a pu mesurer les bénéfices. De la même façon, en 1783, à propos de l'enseignement de l'astronomie, l'abbé Guyot avoue-t-il sa déception :

« On a entrepris à Saint-Leu de donner aux princes quelques notions sur la sphère, mais on a été convaincu bientôt que ce genre d'instruction abstraite était prématuré. Ils y ont trouvé plus d'ennui que d'utilité. Il ne leur en est resté que des mots vagues, sans idées nettes ; aussi s'est-on empressé de regagner la terre, d'où l'on ne remontera aux cieux que lorsque l'esprit assez formé pourra suivre sans peine les mouvements réels ou apparents de ces masses énormes, qui roulent dans l'immensité de l'espace d'une manière non moins imposante par la diversité que par la régularité de leurs merveilleuse révolutions »¹³¹.

Il faudra donc s'interroger sur la progression, discipline par discipline et exercice par exercice (ainsi l'apprentissage de la natation), des princes-élèves.

130 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 119, « Résumé du travail que les princes ont fait [...] pendant l'année 1784 », note rédigée par l'abbé Guyot. En 1782, l'abbé Guyot soulignait déjà sa préférence pour le catéchisme de Montpellier en raison de « sa marche progressive et proportionnée à tous les âges », *ibid.*, p. 117, « Résumé du travail... ». Le catéchisme du diocèse de Montpellier, dû à l'oratorien François-Aimé Pouget et divisé en des instructions générales d'une part et deux catéchismes abrégés pour les enfants (l'un pour les non confirmés, l'autre pour ceux qui le sont déjà) d'autre part, a connu 114 éditions au dix-huitième siècle, depuis sa première édition en 1701. Voir Antoine Monaque (éd.), *Catéchismes diocésains de la France de l'Ancien Régime conservés dans les bibliothèques françaises*, Paris, BnF, 2001, p. 111-131.

131 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 118, « Résumé du travail que les princes ont fait... pendant l'année 1783 », note de l'abbé Guyot. La sphère dont il est question est la sphère céleste. Dans les *Leçons d'une gouvernante*, op. cit., t. 2, p. 81-82, M^{me} de Genlis cite de manière tronquée ce passage, insistant sur « l'étrange prétention » du style « poétique » de l'abbé Guyot qui a « enrichi » le journal de Gardeur-Lebrun de « plusieurs morceaux de cette force ».

On peut en effet, en croisant l'ensemble des sources disponibles, mener ici une analyse longitudinale. Les jugements émis, lors des résumés annuels, ne sont pas forcément laudateurs. L'abbé Guyot note ainsi la répugnance extrême des princes pour le latin, les arguments et le temps qu'il a fallu pour les faire revenir de ce profond dégoût¹³². L'une des plus grandes peines de Gardeur-Lebrun a sans doute été de constater le peu d'intérêt que marquent les princes à l'égard du calcul et de la géométrie, dont il donne lui-même les leçons. Soit le compte rendu de l'année 1786 :

« *Arithmétique* : Cette année n'a pas augmenté nos connaissances en arithmétique. Les princes ont même perdu dans l'exécution parce qu'en général ils ont été moins appliqués que les années précédentes, et qu'ils ont montré moins de goût pour le calcul, dont ils ont plus souvent manqué les opérations. M. le d[uc] de Chartres est d'ordinaire encore plus distrait que son frère, mais il entend beaucoup mieux la marche du calcul. J'espère que l'an prochain montrera plus de progrès.

« *Géométrie* : Nous avons répété à plusieurs reprises ce que nous avons vu l'année dernière, nous n'y avons ajouté que la similitude des triangles et les lignes proportionnelles considérées dans le cercle, encore ne le savons-nous pas parfaitement. L'application et la réflexion nécessaires pour faire des progrès nous manquent et, outre les indispositions depuis notre retour de la campagne qui nous ont fait perdre du temps, j'ai été forcé plusieurs fois de laisser dormir cette étude pour ne pas les en dégoûter tout-à-fait »¹³³.

Un dernier trait rapproche cette éducation d'une scolarité : la distribution de prix. M^{me} de Genlis décide d'instituer ces prix à partir du 14 octobre 1788 : à la fin de l'année 1788 les prix de dessin sont décernés par les peintres David et Jean-Antoine-Théodore Giroust sur des dessins anonymisés au préalable et le duc de Chartres obtient le second prix. Le prix de l'application *en général* n'est décerné à personne ; le duc de Montpensier obtient « avec indulgence » le premier prix de douceur et de bonté mais « il n'est pas complètement mérité » ; c'est en réalité Mademoiselle d'Orléans qui se voit remettre ce premier prix *sans indulgence* ainsi que le prix de sobriété. Quant au malheureux comte de Beaujolais, il n'est couronné d'aucun prix¹³⁴. La cérémonie de la distribution

132 *Ibid.*, « Résumé du travail... », note rédigée par l'abbé Guyot.

133 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 120, Résumé du travail fait avec les princes pendant l'année 1786 ; voir également *ibid.*, p. 121, à la date du 28 mai 1789 : « C'est une cruelle peine pour moi de voir leur peu de goût pour les seules choses que je leur enseigne ».

134 S.-F. de Genlis, *Leçons d'une gouvernante*, op. cit., t. 1, p. 146-151. Il y a aussi des prix et accessits pour les compositions, 1^{er}, 2 et 9 mai 1789, *ibid.*, p. 155-160.

des prix de la douceur et de la bonté a lieu à Bellechasse le 10 février 1789 à 19h 30 en présence de la duchesse d'Orléans et de la plupart des maîtres rassemblés. Gardeur-Lebrun note dans son compte rendu :

« M^{me} la marquise [...] a lu les motifs des jugem[en]ts qu'elle a portés, je n'en dirai rien de moi-même dans ce journal puisqu'ils sont consignés dans le sien dont je serais charmé d'avoir une copie que j'ose la supplier de m'accorder. M^{me} la marquise a bien voulu me dire les choses les plus flatteuses sur mon zèle et mes efforts pour la seconder ainsi qu'à tous M^{rs} les maîtres. Je lui en ai rendu grâce pour eux et pour moi ; qu'elle me permette de les consigner ici, de même que le désir extrême que nous avons tous de continuer à mériter son approbation qui fait notre première et notre plus douce récompense. [...] Tous étaient heureux, excepté le c[om]te de Beaujolais qui n'a pas eu de prix et qui y a été très sensible »¹³⁵.

Les « extraits » corrigés

Au sein de cet ensemble, les « extraits » de pièces de théâtre lues ou vues constituent un morceau de choix puisqu'ils portent les corrections autographes de M^{me} de Genlis. Passons sur l'un des aspects les plus étranges de la pédagogie genlisienne qui consiste à faire lire aux princes des auteurs délibérément médiocres : ainsi, en 1783, Campistron, Lagrange Chancel, Étienne-François Avisa, Jacques Autreau, Edme Boursault, Charles Chevillet de Champmeslé, Antoine Danchet, Michel Baron, Jean François Juvénon de La Tuillerie, Marc-Antoine Le Grand, tous auteurs que la postérité a oubliés. L'idée qui préside à ce choix est que les enfants ne sont pas capables de goûter des chefs-d'œuvre et la question de la lecture du *Télémaque* de Fénelon est l'un des conflits forts qui oppose le gouverneur à l'abbé Guyot. Les « extraits » sont dictés par les princes à Gardeur-Lebrun ou à Prieur et s'achèvent toujours par une appréciation. En regard, les remarques de M^{me} de Genlis relèvent de registres multiples. Elle repère d'abord l'aide qu'a pu recevoir le duc de Valois : lorsque le 21 janvier 1783, celui-ci dicte l'extrait du *Roi Lear* de Ducis, vu la veille au Théâtre Français, elle note immédiatement :

« M. le duc de Valois n'a point fait cet extrait : ainsi je n'ai rien à en dire sinon que j'avais prié qu'on ne lui dictât rien. Il est vrai que j'avais dit que l'on pouvait lui faire remarquer les fautes grossières mais en ne lui dictant rien ce qui n'a pas été observé, et maintenant pour éviter tout malentendu, je prie instamment

135 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 121, à la date du 10 février 1789 ; *ibid.*, 126, registre de Bellechasse à la date du 11 février 1789.

qu'on laisse dicter M. le duc de Valois à sa fantaisie sans lui faire la moindre observation, quelque chose qu'il puisse dicter»¹³⁶.

Le gouverneur corrige ensuite le style : « il faut éviter les répétitions » ou bien : « il faut que M. le duc de Valois s'accoutume à prendre un ton moins tranchant qui convient à tous les âges et surtout au sien et dorénavant au lieu de dire *cette pièce est excellente ou très plate*, il dira *il me semble que cette pièce est excellente ou très plate*, etc. Le ton modeste est toujours le plus noble et celui qui annonce le plus d'esprit ». Elle émet aussi un jugement : « ce dernier extrait ne vaut absolument rien. Surtout parce que M. le duc de Valois y parle d'une passion criminelle et monstrueuse comme d'une chose simple »¹³⁷. Elle barre parfois d'un trait rageur l'extrait dicté et le rédige à nouveau presque entièrement dans la marge¹³⁸. Enfin, M^{me} de Genlis déverse et recopie des notations qu'elle emprunte littéralement aux traducteurs et commentateurs des textes antiques : ainsi les *Remarques* de Madame Dacier pour l'*Odyssée* d'Homère, celle de l'abbé Guyot Des Fontaines pour l'*Enéide* de Virgile, celles du *Théâtre des Grecs* du Père Brumoy pour les pièces d'Eschyle, Sophocle et Euripide. Il y a donc toute une intertextualité à analyser de près sur l'ensemble de ces exercices corrigés et qui constitue en elle-même un dossier d'étude¹³⁹.

III. Histoire princière, histoire nationale

L'événement est, par définition, ce qui échappe à un plan ou à un programme d'éducation. On a évoqué plus haut, lors de la présentation du journal de l'an-

136 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 125, premier cahier. Voir aussi la note de M^{me} de Genlis, *ibid.*, 120, à la date du 29 août 1786 : « J'avais, comme le prouve ce journal, demandé positivement à M. Le Brun de ne les [les princes] jamais aider *d'un seul mot*, il me l'avait promis. Il y a manqué, comme le prouve encore ce journal, et m'avait promis de nouveau de ne jamais les aider *d'un seul mot*. Et voilà encore que M. Le Brun manque à cet engagement. Il en résulte qu'il donne aux princes l'exemple de compter pour rien mes ordres les plus positifs et que de plus il les expose à mentir, ce qui vient d'arriver. » Dans les *Leçons d'une gouvernante*, *op. cit.*, t. 2, p. 35-36, la note du journal est entièrement réécrite et édulcorée.

137 *Ibid.*, à propos de la tragédie *Tiridate* de Campistron, 29 janvier 1783. Voir aussi la liasse 126, où, lorsque le duc de Valois faisant, le 6 octobre 1783, un extrait du livre V de l'*Illiade* d'Homère écrit : « Jupiter était allé dîner », M^{me} de Genlis le reprend aussitôt : « Cette expression est ridicule en parlant de Jupiter. Il fallait dire : Jupiter était invité à un banquet, à un festin, etc. ».

138 *Ibid.*, à propos de *La gouvernante*, comédie en trois actes d'Avisse, 28 mars 1783.

139 Il conviendrait en particulier de voir si M^{me} de Genlis n'a pas repris certains de ses extraits dans la nouvelle édition, augmentée de 600 pages, qu'elle donne, en 1802, des *Annales de la vertu ou Histoire universelle, iconographique et littéraire à l'usage des artistes et des jeunes littérateurs, et pour servir à l'éducation de la jeunesse*, t. 1.

née 1791, les répercussions indirectes et inattendues de la fuite du roi à Varennes sur l'éducation. Mais bien d'autres circonstances traversent ce parcours. La fidélité du compte rendu journalier nous autorise à voir comment la journée des princes croise les grands événements nationaux : le 1^{er} mars 1784, leur promenade au Champ-de-Mars « pour voir en quel état était le ballon auquel les princes prennent intérêt » ; la duchesse de Chartres leur a fait dire « qu'elle les mènerait le lendemain voir le bateau [sic] de M. Blanchard et qu'elle leur ferait dire demain matin à quelle heure ». Le lendemain quand Gardeur-Lebrun vient les chercher chez la princesse à 14h 45 :

« ils ont beaucoup parlé de ce qui s'était passé au Champ-de-Mars, de l'incartade de l'élève de l'École militaire qui, en voulant sauter par force dans le vaisseau a brisé les voiles ou rames etc et a par ce moyen rendu impossible les expériences projetées et annoncées par M. Blanchard. Cela nous a donné occasion de leur faire quelques réflexions auxquelles ils ont paru donner assez d'attention »¹⁴⁰.

Le 15 juillet suivant, au moment de la leçon de géographie au pavillon de Bellechasse, les princes vont au-devant de leur père :

« Il leur a appris qu'il avait monté ce matin son ballon, qu'il était resté une demie-heure en l'air où il s'était élevé d'environ 600 toises et qu'il était descendu près de Meudon. Il s'était fait une crevasse dans la partie inférieure du ballon. Nous lui avons fait notre compliment sur l'heureux succès de son voyage en désirant qu'il ne le recommence pas »¹⁴¹.

Si, en effet, la famille royale était présente dans la cour du château de Versailles lors de l'ascension aérostatique du 19 septembre 1783 (où ne sont embarqués que des animaux), le duc d'Orléans est le seul prince du sang à avoir pris le risque non seulement de faire fabriquer un ballon mais d'y monter lui-même, signe de son intérêt pour l'innovation technologique.

Mais c'est surtout le cours politique des événements qui s'invite dans l'éducation elle-même et il conviendra d'examiner attentivement les effets de cette intrusion inopinée dans les échos qu'en recueille le journal de Gardeur-Lebrun. Par leur irruption, ils troublent l'ordre pédagogique. Le lundi 4 mai 1789, le

140 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 119, aux dates indiquées. Pour les récits contemporains, voir *Journal de Paris*, n°62 et 63, 2 et 3 mars 1784, p.282 et 286; *Correspondance littéraire secrète*, n°11, 10 mars 1784. Le ballon de Pierre-Nicolas Blanchard atterrit près de la verrerie de Sèvres.

141 *Ibid.* Le ballon, conduit par les frères Anne-Jean et Nicolas-Louis Robert, part du parc de Saint-Cloud et atterrit dans le parc de Meudon aux bords de l'étang de la Garenne, après trois quarts d'heure de vol, *Journal de Paris*, n°198, 16 juillet 1784, p.847; *Correspondance littéraire secrète*, n°30, 21 juillet 1784. Le ballon est, en réalité, monté jusqu'à 830 toises soit plus de 1 600 mètres.

duc de Chartres participe à la procession du Saint-Sacrement qui ouvre les États-Généraux et conduit les députés depuis l'église Notre-Dame de Versailles à celle de St-Louis : les députés précèdent le dais (et parmi eux le duc d'Orléans qui a souhaité défilier avec son ordre, la noblesse); lui-même suit immédiatement celui-ci, conduisant la file de droite qui est celle des princes et pairs de France¹⁴². Le 12 août 1789, en se rendant en carrosse à leur école de natation et en voulant éviter la place de Grève, les princes rencontrent

«près du pont de la Tournelle une procession de poissardes qui venaient de Ste-Geneviève avec des gardes, des tambours, de la musique, et des présidents et députés de je ne sais quel district. Ils sont venus à la portière des princes et s'adressant à M. le D. de Chartres l'ont supplié d'ordonner à sa voiture de passer au milieu d'eux, ce qu'il avait refusé très honnêtement à deux différentes reprises. Il a répondu très bien au compliment de ces messieurs qui nous ont accompagné jusqu'au pont. Il a donné à la quêteuse et aux tambours»¹⁴³.

Louis-Philippe a donc croisé l'une de ces très nombreuses processions qui, tout au long de l'été renouent le pacte d'allégeance du peuple de Paris à sa sainte patronne, rompu par l'effusion du sang lors de la prise de la Bastille¹⁴⁴. Le 31 août,

«il était attendu, au sortir du bain, par des dames du district de l'île St-Louis, accompagnées de troupes, de musique, etc. Elles l'ont complimenté, lui ont présenté un bouquet que le prince a reçu très bien et de bonne grâce. Elles l'ont accompagné jusqu'à sa voiture où on lui a donné un gâteau qui a servi à notre déjeuner».

Lorsque les princes-élèves s'installent à Passy le 1^{er} septembre 1789, dans le château que Anne-Gabriel Henri de Boulainvilliers met à la disposition du duc de Penthièvre, c'est aussi pour pouvoir se rapprocher de Versailles où ils

142 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 121. Le journal est cependant fort discret sur l'événement lui-même, puisque Gardeur-Lebrun n'est pas à Versailles. Nous savons seulement que le duc d'Orléans donne ses instructions à Louis-Philippe le 3 mai. Le lendemain à 7 heures du matin, il lui enjoint de s'adresser au prince de Condé «pour les cérémonies desquelles il n'est pas instruit». Le duc de Chartres rentre de Versailles à cinq heures et demie sans avoir déjeuné : «Il se trouvait fatigué de sa journée. Cela devait être». Il retourne à Versailles le lendemain avec son frère pour la première séance : partis à huit heures et demie, ils reviennent à huit heures un quart du soir et «ont été très contents de leur voyage». Voir plutôt les *Mémoires de Louis Philippe...*, op. cit., t. 1, p. 46-47.

143 *Ibid.*, à la date indiquée. Les citations suivantes sont extraites du même journal.

144 Voir Haim Burstin, *Une Révolution à l'œuvre. Le faubourg Saint-Marcel (1789-1794)*, Seyssel, Champ Vallon, 2005, p. 64-67; Stéphane Baciocchi, Dominique Julia, «Reliques et Révolution française (1789-1804)» in Philippe Boutry, Pierre-Antoine Fabre, Dominique Julia (dir.), *Reliques modernes. Cultes et usages des corps saints des Réformes aux Révolutions*, vol. 2, Paris, Éditions de l'EHESS, 2009, p. 484-486.

se rendent régulièrement aux séances de l'Assemblée. Le 5 octobre, les princes partent à 11 heures pour l'hôtel des Menus Plaisirs de Versailles où se tient la séance de l'Assemblée Constituante : «la séance a été tumultueuse» et ils la quittent à deux heures et demie, «sur un ordre de M. le d[uc] d'Orléans qui a fait dire par un courrier de partir sur le champ et de passer par la route de St-Cloud, à cause d'une multitude immense qui partait de Paris pour se rendre à Versailles». Ils sont rentrés à Passy vers trois heures un quart. Couchés à dix heures et demie du soir, «on les éveillera si Guepre¹⁴⁵ qu'on a envoyé à Versailles pour savoir des nouvelles en rapporte d'intéressantes. Beaucoup de troupes nationales sont parties dans la soirée pour s'y rendre, mais elles arriveront bien avant dans la nuit». Le lendemain, ils ont interdiction de se promener dans le jardin et de se montrer aux fenêtres :

«Au sortir de table à 4h $\frac{1}{4}$ on est venu annoncer la venue du roi qui n'est arrivé qu'un moment avant 5h $\frac{3}{4}$ et que nous avons bien vu; M^{me} la marquise y était, et fera certainement le récit de cet événement dans son journal, ce qui fait que je n'en dis rien ici».

Le 14 juillet 1790, le duc d'Orléans n'ayant pu obtenir des places pour ses enfants à la fête de la Fédération, ceux-ci s'installent d'abord sur la terrasse de la présidente Durey de Mesnières à Chaillot, d'où, avec une lunette, ils peuvent voir la cérémonie du Champ-de-Mars :

«Une fois-là, on a désiré d'aller au Champ de Mars, ce que des volontaires de la garde nationale ont assuré très aisé, et que nous en serions revenus avant l'arrivée du cortège. J'ai vu que cela tentait beaucoup, je n'ai pas eu la force de refuser et nous voilà en marche. Tout a été très bien jusques près de l'autel de la patrie. Là M. de Chartres a été reconnu, on les a applaudis, et loués de leur zèle. On a sans doute voulu montrer aux enfants l'attachement qu'on a et qu'on doit à leur père. Les troupes faisaient foule autour de nous, il a fallu songer à la retraite qui a été difficile, mais qui s'est faite heureusement grâce à l'assistance d'une vingtaine de volontaires nationaux qui nous ont accompagnés jusques chez M^{me} de la Meynière où nos élèves ont remercié comme ils le devaient. M^{me} de Brulart a fort désapprouvé notre démarche dont elle m'a assuré que M. d'Orléans serait infiniment mécontent. J'en ai été très fâché. Je le lui ai témoigné au sortir du dîner, en ajoutant combien j'avais été touché de l'affection qu'on a montré à nos élèves qui, j'espère, ne tromperont pas les espérances qu'on a conçues d'eux. Je serais très peiné si M. d'Orléans m'en voulait de n'avoir pas empêché cette course, mais je suis certain qu'ils ne

145 Vincent, dit Gueprey, est un piqueur de l'écurie du duc d'Orléans, AN, 300 AP III 2, pièce 57.

m'exposeront plus au désagrément de faire quelque chose qui ne serait pas agréable à leur père et à leur amie »¹⁴⁶.

Voilà donc des princes-élèves qui se situent au cœur des événements et une nette divergence entre M^{me} de Genlis et son subordonné : lors de l'étude du journal de Gardeur-Lebrun, il conviendra de repérer ces moments de rencontre avec l'histoire nationale. Le 4 avril 1791, le duc de Chartres sort du Palais-Royal avant onze heures du matin pour suivre le convoi funèbre qui conduit le corps de Mirabeau de la rue de La Chaussée d'Antin à l'église Ste-Geneviève, en passant par celle de St-Eustache (où se déroule le service religieux), pour sa panthéonisation et il n'y rentre que le lendemain vers une heure et quart du matin ; ce même jour, Gardeur-Lebrun note que « ses frères auraient pu mieux employer leur temps. On a été souvent occupé de la cérémonie funèbre de M. de Mirabeau ». Le 21 juin suivant, c'est au petit déjeuner que Gardeur-Lebrun et ses élèves apprennent « la nouvelle de la fuite du roi, de la reine, avec le dauphin, M^{me} Royale et M^{me} Élisabeth pendant la nuit dernière. M. de Montp[ensier] a couru à l'Assemblée nationale et nous avons raisonné sur cet événement inattendu et terrible ». Les leçons, ce jour-là, « se passent aussi bien qu'il était possible avec les distractions successives occasionnées par les mouvements du dehors ». L'aller au pavillon de Bellechasse se fait dans « la plus grande tranquillité malgré la foule de peuple que nous avons trouvé partout »¹⁴⁷. Le 10 août 1792, « comme la nuit s'était passée tranquillement », Gardeur-Lebrun et le comte de Beaujolais sont allés à 8 heures du matin au bassin de natation situé près du Jardin des Plantes. À leur retour, ils sont contraints d'abandonner leur voiture au niveau du Pont Marie :

« Nous sommes revenus à pied au milieu d'une foule de peuple qui remplissait toutes les rues. J'ai eu grand regret de cette sortie et je n'ai été tranquille qu'à notre rentrée au Palais-Royal que nous avons trouvé rempli de troupes. Elles se sont portées peu après aux Tuileries où se sont rendues successivement toutes les gardes nationales de Paris et un peuple immense qui ont massacré les Suisses, qui, dit-on, avaient commencé à tirer sur le peuple. J'ai fait tout fermer dans notre appartement ; mais nous avons presque toujours été der-

146 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 122, à la date du 14 juillet 1790. Voir aussi *Mémoires de Louis Philippe...*, *op. cit.*, t. 1, p. 134-136.

147 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 139, 4 avril et 21 juin 1791. Ce dernier jour, le duc de Montpensier va à la section dont il dépend « se faire inscrire dans la garde nationale, dont il faisait actuellement le service aux Tuileries ». Ce « mouvement de patriotisme, suite de ses bons principes » ne surprend pas Gardeur-Lebrun « dans un moment où la chose publique paraissait en danger » et lui fait « le plus grand plaisir ».

rière les jalousies d'où nous avons vu passer et repasser tout le monde jusqu'à deux heures».

Ce soir-là, le prince, qui a douze ans, se couche «fatigué et les scènes affreuses du jour qui l'avaient vivement affecté ne l'ont pas empêché de s'endormir tout de suite. La ville paraissait calme.» Le 3 septembre suivant, Gardeur-Lebrun note qu'il aurait «été parfaitement content de la journée si M. de Beaujolais n'avait pas à plusieurs reprises soutenu avec opiniâtreté des choses qu'il ne pouvait savoir que par ouï dire; et donné comme sûrs des événements qu'il n'avait entendu raconter que comme probables»¹⁴⁸. Le 3 septembre est le jour où la princesse de Lamballe, tante des princes d'Orléans, a été sauvagement assassinée à la prison de la Force, son corps dépecé et sa tête portée au bout d'une pique conduite jusqu'à la prison du Temple : selon Louis-Philippe, dans ses *Mémoires*, son «frère Beaujolais prenait une leçon au Palais Royal lorsqu'entendant du bruit dans la cour, il regarda par la fenêtre pour voir ce qui l'occasionnait, et fut frappé d'horreur en reconnaissant la tête de ma tante que quelques forcenés portaient au bout d'une pique»¹⁴⁹. Le 21 septembre de la même année, tandis que Louis Philippe Joseph Égalité, député de Paris, ex-duc d'Orléans se rend à la séance de la Convention qui abolit la royauté, l'ex-comte de Beaujolais, appelé M. Alphonse-Léodgard depuis la prestation de son serment à l'église St-Roch le 18 août précédent, puis Léodgard tout court «puisque c'est le nom que préfère son papa»¹⁵⁰, part peu après avec Agnès de Buffon «pour l'opéra où il a vu avec plaisir le ballet de Télémaque et entendu chanter à M. Chiron la Marche des Marseillais et l'Hymne à la liberté»¹⁵¹.

148 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 141, aux dates indiquées.

149 *Mémoires de Louis Philippe duc d'Orléans écrits par lui-même*, t. 2, Paris, Plon, 1974, p. 136. Marie Thérèse Louise de Savoie-Carignan, veuve du prince de Lamballe, frère de la duchesse d'Orléans a été choisie par cette dernière pour servir de médiatrice dans la procédure de séparation à l'amiable du couple. Le 3 septembre 1791, elle décide de fermer définitivement sa porte au duc d'Orléans et le lui signifie par lettre : «Je serais fâchée que vous prissiez la peine de venir à ma porte et qu'elle vous fût fermée. [...] Je souhaite que vous puissiez être heureux après avoir fait le malheur de toute votre famille», bibliothèque de l'Institut, Ms 2048, vol. 2, pièce 184. Le 4 novembre suivant, le duc d'Orléans interdit à Gardeur-Lebrun de conduire son fils Beaujolais chez elle et lui ordonne de répondre, si elle le fait demander, «que M. d'Orléans l'avait défendu», AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 139.

150 AGRB, Fonds Vendôme Nemours 141, 18 août et 21 septembre 1792. Le patronyme Égalité a été donné à Louis Philippe Joseph d'Orléans le 15 septembre précédent par arrêté de la Commune de Paris. Voir *ibid.*, à la date du 16 septembre.

151 *Télémaque dans l'île de Calypso* est un ballet-pantomime de Pierre Gardel créé à l'Opéra de Paris en février 1790. Agnès de Buffon est la maîtresse du duc d'Orléans depuis au moins 1787. La *Marseillaise* est née comme chant de guerre pour l'armée du Rhin en avril 1792 à Strasbourg. *L'Hymne à la liberté* est l'hymne plus connu sous le nom de *Veillons au salut de L'Empire*, écrite dans les derniers mois de 1791 par Adrien-Marie Boy, chirurgien à l'armée du Rhin.

L'actualité s'invite, cette fois de manière dramatique, lorsque la Convention, à l'occasion du procès de Louis XVI vote le 16 décembre un décret qui exile de France tous les membres de la famille royale : Philippe Égalité a quitté la séance au moment de l'appel nominal ; Gardeur-Lebrun ne cache pas son inquiétude, à son retour du corps de garde, « de la nouvelle qu'on était venu y apporter du décret qu'on disait émané de la Convention lequel expulsait de la République tous les parents du roi ». Il demande immédiatement audience à « M. Égalité » qui lui promet de l'informer aussitôt les résultats connus. Jusqu'au 19 décembre, date où le décret est ajourné jusqu'après le jugement de Louis XVI, le Palais-Royal est en émoi : « Toutes les personnes que nous voyons montrent la peine la plus vive », et le report, une fois connu, « tranquillise un peu » le groupe des éducateurs qui se réjouissent « de ce pas rétrograde », leur faisant espérer « une discussion plus froide » à l'issue du procès¹⁵².

*

Nous n'avions, en rédigeant cet article, qu'une seule ambition : faire connaître à la communauté scientifique l'ampleur des pistes de recherche qui s'ouvrent à partir du corpus retrouvé, et que nous n'avons fait ici qu'aborder. Le chantier qui s'ouvre est considérable et mériterait qu'une équipe de recherche s'attelle à son étude. Faut-il envisager une publication du *Journal* de Gardeur-Lebrun ? Le volume même de son écriture pourrait faire reculer les meilleures volontés et la question mérite d'être débattue. La transcription du *Journal* de Jean Héroard, médecin de Louis XIII, a été intégrale pour les années 1601-1610 ; de 1611 à 1627, toutes les indications relatives à l'hygiène du prince ont été délibérément omises¹⁵³.

Au-delà de cette exploration archivistique, nous souhaiterions, revenir et méditer sur deux points : tout d'abord le dénouement tragique de cette histoire en avril 1791, ensuite l'évaluation des effets de cette éducation. Sur le premier point, la crise qui éclate est tout à la fois conjugale, politique et religieuse. Elle a été nourrie de reproches anciens qui éclatent à l'automne 1790. Il faudra, à cet égard, chercher à établir la chronologie la plus précise possible en confrontant les sources les unes aux autres, les lettres échangées n'étant pas le plus souvent datées, ou les dates fournies n'étant pas forcément exactes.

152 AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 141, 16 au 19 décembre 1792.

153 Madeleine Foisil (dir.), *Journal de Jean Héroard médecin de Louis XIII*, deux tomes, Paris, Fayard, 1989.

Au début d'octobre 1790, M^{me} de Genlis écrit une longue lettre de justification à la duchesse d'Orléans, déclare qu'elle est dans l'incapacité de donner sa démission puisqu'elle a promis à sa fille Adélaïde de ne jamais la demander et réclame une « explication » à sa destinataire¹⁵⁴. Celle-ci s'y refuse obstinément, mais le prince impose à son épouse une réconciliation sans « explication », sorte de traité d'armistice qui sera très temporaire. Le 6 octobre 1790, Louis-Philippe entre dans sa dix-huitième année : il est affranchi par son père de la tutelle de son gouverneur (même s'il reste, auprès de celle qu'il n'a pas hésité à appeler sa « véritable mère », dans un état de servitude volontaire), dispose d'un appartement indépendant au Palais-Royal et entre le 1^{er} novembre suivant au club des Jacobins. Cette annonce relance les hostilités, la princesse reprochant à son époux l'acquiescement qu'il a donné à cette décision comme le fait de ne pas avoir été consultée. Les torts qu'elle

« reproche à Madame de Sillery existent et ne peuvent être détruits ni par son journal, ni par tout ce qu'elle pourra vous dire ; c'est moi qui ai vu et entendu tout ce qui m'a déplu. Ce n'est donc que l'avenir qui peut me faire revenir sur le compte de Madame de Sillery : elle ne peut pas se justifier mais elle peut réparer. [...] Je ne dis pas que je rendrai à Madame de Sillery mon amitié, ma confiance ; quand elles ont été blessées à diverses reprises, il est impossible de croire que l'on puisse se rapprocher à un certain point ; mais Madame de Sillery peut compter sur tous les égards, les marques d'attention possibles. Je serai bien aise de pouvoir témoigner de la considération à la personne qui élève mes enfants : ainsi, ce ne sera pas ma faute si cela n'est pas »¹⁵⁵.

Désormais la princesse ne met plus les pieds au pavillon de Bellechasse, elle ne partage pas les repas familiaux qui se déroulent à Mouceaux (la Folie-Monceau) lorsque M^{me} de Genlis s'y trouve, et ne reçoit plus cette dernière au Palais-Royal. Sa tactique est simple : elle n'a pas cessé de répéter à son époux qu'il lui était impossible d'avoir « une explication satisfaisante avec M^{me} de Sillery », elle aime mieux « n'avoir pas d'explications, souffrir en silence et

154 Lettre datée du 3 octobre et publiée par S.-F. de Genlis, *Leçons d'une gouvernante*, op. cit., t. 1, p. 290-314. Cette lettre serait donc écrite au lendemain du décret de l'Assemblée nationale qui, le 2 octobre 1790, déclare qu'il « n'y a lieu à aucune accusation contre le duc d'Orléans » à la suite de l'information du Châtelet sur son implication dans les événements du 5 au 6 octobre 1789. Le grand déjeuner familial qui réunit les enfants, le couple princier et M^{me} de Genlis date du mardi 5 octobre, *ibid.*, p. 237.

155 Lettre s.d. [octobre 1790] de la duchesse d'Orléans à son époux publiée [Pierre-Joseph-Alexis Roussel] *Correspondance de Louis-Philippe-Joseph d'Orléans avec Louis XVI, la reine...* Paris, 1800, p. 182-196 [citation p. 183-184].

attendre tout du temps»¹⁵⁶. Cette situation se prolonge jusqu'au printemps 1791 où, cette fois, c'est M^{me} de Genlis qui rompt le silence en écrivant une très longue lettre de récriminations au duc d'Orléans auquel elle fait grief de son « extrême insouciance » qui le rend étranger à sa situation devenue « absolument insupportable ». Celui-ci a manqué de parole et renié ses promesses : il a retiré Louis-Philippe de ses mains dès qu'il avait dix-sept ans, « malgré lui », et ce dernier a perdu « six mois d'études préparées pour perfectionner son éducation » :

« Vous m'ôtez M. de Montpensier à 15 ans quoique vous m'eussiez promis de me le laisser jusqu'à 17 ans et demi. Je vous instruis que depuis 5 mois M. de Beaujolais ne fait plus d'études le matin parce que M^{me} d'Orléans dispose souverainement du temps, que d'ailleurs il se gâte totalement, devient faux, menteur, etc. Je vous propose, puisque vous ne voulez pas remédier à ces désordres par l'autorité, de l'envoyer en Angleterre pendant 2 ou 3 ans, ce que vous acceptez sans nulle objection, ainsi celui-ci m'est ôté à onze ans. Je vous prie de prendre un parti prompt à ce sujet »¹⁵⁷.

Il s'agit bien d'un conflit qui touche à l'éducation des enfants et où M^{me} de Genlis se sent dépossédée : elle croit en effet « que l'éducation d'un homme n'est parfaitement finie que lorsqu'elle a été prolongée jusqu'à l'âge de vingt ans¹⁵⁸ ». De surcroît, la princesse n'ayant nulle exactitude pour le temps et les heures où elle va chercher sa fille à Bellechasse, le gouverneur ne se sent plus en état d'assurer sa fonction : « Dès qu'il n'y a plus un ordre parfait dans l'éducation, il n'y a plus rien. Dès que le chef n'a plus la tranquillité et l'autorité, son zèle et ses talents sont inutiles ». Estimant qu'elle est devenue « un objet de discorde et de division », elle déclare se refuser à ce « rôle odieux », mais refuse toujours, en raison de la promesse faite à sa pupille, de donner sa démission : semblant renoncer à « l'explication » qu'elle souhaitait, elle exige simplement une lettre de la duchesse d'Orléans qui la lui demanderait tout en la couvrant

156 Lettre écrite après l'explication du 1^{er} avril 1791 entre les deux femmes, Gaston Du Boscq de Beaumont, M. Bernos, *op. cit.*, p. 37.

157 AN, 300 AP III 2, dossier 68, pièce 1. La lettre, n'est pas datée mais est antérieure à l'explication et remonte vraisemblablement à la fin de mars 1791, puisque, à plusieurs reprises, son auteur fait référence aux six mois qui viennent de s'écouler. Le journal de Gardeur-Lebrun se fait souvent l'écho de l'insubordination du comte de Beaujolais : « Je désire que mes observations fassent effet, mais j'en doute, quand la tête de M. de Beaujolais est échauffée, il n'y a plus de raison à espérer (12 février 1791) ; « Je dois dire qu'il est pointilleux, raisonneur, et qu'il affecte très ordinairement de n'entendre à aucune des raisons qu'on lui donne. Il a bien à travailler là-dessus pour être comme nous le souhaitons » (19 avril 1791), AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 139.

158 Journal d'éducation de M^{me} de Genlis à la date du 5 octobre 1790, S.-F. de Genlis, *Leçons d'une gouvernante*, *op. cit.*, t. 1, p. 238-239.

d'éloges¹⁵⁹. Mis en demeure de choisir un parti, le duc d'Orléans impose, cette fois, à son épouse la rencontre à laquelle elle voulait justement se soustraire.

Le gouverneur semble donc enfin obtenir l'« explication positive et détaillée » qu'elle n'a cessé de souhaiter avoir avec la mère des princes qu'elle éduque. En réalité, lorsque, le 1^{er} avril 1791¹⁶⁰, la duchesse d'Orléans vient à Bellechasse, elle impose silence à M^{me} Genlis et lui lit un texte écrit à l'avance, lui signifiant que « vu la différence de nos opinions » elle n'avait d'autre parti à prendre, si elle était « honnête » que de se retirer « sans délai ». Double injonction, princière et maternelle, qui renvoie le gouverneur à son statut de domestique subordonné et l'éloigne, elle l'espère, définitivement. M^{me} de Genlis qui commente l'épisode, estime « cette manière nouvelle de lire au lieu de parler dans un tête-à-tête [...] par-elle-même assez bizarre », oubliant justement qu'elle n'a cessé, tout au long de son « gouvernorat », de refuser des tête-à-tête à ses subordonnés pour leur imposer une *écriture* sur un journal¹⁶¹. Le choix d'un texte *écrit* et *lu* était sans doute la seule manière de rompre et de mettre fin à des fonctions que le gouverneur ne voulait pas quitter puisqu'elle se flattait encore de pouvoir dire au cours de cet entretien :

« J'ai promis à Mademoiselle de ne point donner ma démission ; ainsi je ne la donnerai point. Vous ne pouvez me la demander, parce que M. d'Orléans est maître de ses enfants, et que vous ne feriez pas une démarche contraire à sa volonté, et par conséquent à votre devoir »¹⁶².

159 AN, 300 AP III 2, dossier 68, pièce 1.

160 La date se déduit d'une remarque de Louis-Philippe dans son *Journal* à la date du 2 avril 1791 : « Hier j'ai eu une longue conversation avec mon père et mon amie ; j'en écrirai le sujet dans quelque temps ». Le journal s'interrompt alors et ne reprend que le 22 mai suivant. L'éditeur ajoute dans une note : « Il paraît que cette conversation n'a pas été écrite, à moins qu'elle ne l'ait été sur deux feuillets qui manquent et qui semblent avoir été coupés », [Pierre-Joseph-Alexis Roussel], *Correspondance de Louis-Philippe-Joseph d'Orléans...*, op. cit., p. 251-252. On peut présumer que cette conversation est immédiatement postérieure à la scène du renvoi, puisque le duc de Chartres est chargé par son père de faire revenir la duchesse d'Orléans sur sa décision. Dans ses *Mémoires*, op. cit., t. 1, Louis-Philippe raconte qu'il est arrivé « un matin au mois d'avril 1791 » à Bellechasse, alors que sa mère venait de demander à M^{me} de Genlis sa démission : « Mon père y vint peu après, et ayant causé assez longtemps avec M^{me} de Genlis, il me fit dire de venir lui parler. Il me raconta devant elle, ce qui s'était passé le matin, me dit qu'il savait d'avance que tout ce qu'il essaierait de dire à ma mère serait sans effet, qu'il ne voyait que moi qui pût ébranler sa résolution » (p. 142-143).

161 Voir par exemple la note de M^{me} de Genlis sur le journal de Gardeur-Lebrun à la date du 10 octobre 1784 : « Sur tout ce qui a rapport à l'éducation je désire que M. Le Brun ne me rende aucun compte verbal. Ce journal est fait pour cela en partie. Ce sera un monument très fidèle de la manière dont nous nous serons conduits l'un et l'autre. J'espère qu'il nous fera honneur à tous deux », AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 119.

162 S.-F. de Genlis, *Leçons d'une gouvernante*, op. cit., t. 1, p. 331. Le récit de la scène est aux pages 330-341. Il ne concorde pas exactement avec celui de la duchesse d'Orléans : se méfiant de sa vivacité, elle a mis son texte par écrit pour pouvoir le rapporter à son époux : « J'avais commencé par lui dire

Ce dernier face-à-face – les deux femmes ne se reverront qu'en 1814¹⁶³ – a une tonalité tout à la fois spectaculaire et tragique puisque le renvoi¹⁶⁴ est indissolublement lié à la séparation, décidée par l'épouse et mise à exécution huit jours plus tard¹⁶⁵. Contrainte par le duc d'Orléans à une scène qu'elle voulait éviter, la princesse, soudain surgie d'une pénombre où elle a été reléguée, apparaît comme un *Deus ex machina*, venu rompre le pacte qui lui a aliéné ses enfants.

Les historiens ont, à juste titre, insisté sur les raisons privées comme sur les désaccords politiques qui sont à la racine de cette rupture. Viennent s'y ajouter, en ce temps proche de Pâques, jour où la jeune Adélaïde va communier, les dissensions religieuses : consulté par sa fille, le duc de Penthièvre, grand père des enfants d'Orléans, lui indique qu'il « ne faut pas se confesser à un prêtre sermentaire [assermenté] ni fréquenter les églises sorties de l'orthodoxie », recommandation que, depuis Rouen elle répercute à Louis-Philippe, en lui demandant de lire la lettre de son grand-père à ses frères et à sa sœur¹⁶⁶.

que j'entendrais tout ce qu'elle pouvait avoir à me dire. Au lieu de cela, elle s'est mise en fureur, a prétendu qu'elle savait de vous que je disais que je n'avais jamais eu d'amitié pour elle. Son ton est devenu moqueur et a fini par être extrêmement malhonnête». Gaston Du Boscq de Beaumont, R. Bernos, *op. cit.*, p. 36.

163 Henry Lapauze (éd.), *Lettres inédites de M^{me} de Genlis à son fils adoptif Casimir Baecker*, Paris, Plon, 1902, lettre CXV, p. 230-231.

164 Gardeur-Lebrun n'est averti que le mardi 12 avril du départ de M^{me} de Genlis par Louis-Philippe. Il n'obtient pas l'entrevue qu'il souhaitait avoir avec celle-ci : le duc de Montpensier se contente de lui transmettre la réponse suivante : « Elle était bien sensible à la peine que j'avais du triste événement qui vient d'arriver; mais qu'après ce qui s'est passé entre nous, elle juge l'entrevue que je désire peu convenable; que si je veux lui écrire, elle me répondra. Comme je ne pourrais que lui répéter ce que j'ai consigné dans mon journal et lui demander ses ordres, je la supplie de me les donner et d'agréer les nouvelles assurances de mes regrets et de tous mes vœux pour son bonheur », AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 123, aux dates des 12 et 14 avril. Le 23 avril, une note autographe de M^{me} de Genlis précise qu'elle va faire imprimer son journal particulier d'éducation : « M. Le Brun y est cité quelquefois mais toujours avec éloge et la plus grande estime sans aucun mélange d'un sentiment contraire même indirect »; elle réclame que le sous-gouverneur lui apporte « ce qui [lui] manque de ce journal avec ce présent cahier ».

165 La duchesse d'Orléans quitte le Palais-Royal le samedi 9 avril et se réfugie à Eu chez son père. Elle ne reverra pas son époux, guillotiné le 6 novembre 1793. Les ducs de Chartres et de Montpensier vont voir leur mère à Eu du 26 au 30 mai 1791 et s'y rendent depuis le château de La Motte. Le duc de Montpensier la revoit le 15 août suivant au château de Radepont. Les deux frères se rendent encore à Anet pour la rencontrer les 19 et 20 décembre 1791 et du 14 au 16 avril 1792, AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 139 et 141 aux dates indiquées. « Jacobin jusqu'au bout des ongles », Louis-Philippe raconte, le 17 avril, à sa sœur Adélaïde, alors en Angleterre, la visite qu'il vient de rendre à leur mère qui lui « a paru beaucoup mieux », Gaston Du Boscq de Beaumont, M. Bernos, *op. cit.*, p. 122-123.

166 [Pierre-Joseph-Alexis Roussel], *Correspondance de Louis-Philippe-Joseph...*, *op. cit.*, p. 177-179. La lettre du duc de Penthièvre est datée du 9 avril 1791. La lettre est écrite au cours du voyage qui conduit la duchesse d'Orléans chez son père, à Eu. Au lieu d'obéir, Louis-Philippe transmet la lettre à son père qui estime que la démarche de son épouse est « inutile, dangereuse et ridicule » et ne fait qu'« aggraver [ses] torts. » Quant à Louis-Philippe il regarde « toutes les opérations de l'Assemblée

Plus profondément, la duchesse d'Orléans a découvert que le résultat de la pédagogie genlisienne est bien l'effacement de sa propre figure et l'éloignement qu'éprouvent à son égard ses enfants¹⁶⁷ : «Je pleure ici mes malheurs et un bien déchirant est celui de voir qu'une étrangère a pris dans le cœur de mes enfants la place que devait occuper leur mère»¹⁶⁸. À son mari qui lui transmet, en termes secs, les nouvelles dispositions qui seront prises pour l'éducation des enfants après le départ prochain de la marquise de Sillery, elle répond :

«Vous me mandez que vous m'avez toujours consultée pour ce qui regarde mes enfants tandis que vous savez fort bien que je n'ai jamais été consultée pour rien et que toutes les fois que vous m'avez annoncé quelque chose qui avait rapport à eux, c'était toujours une chose décidée à laquelle il fallait se soumettre»¹⁶⁹.

comme purement temporelles» et estime «que les décrets n'ont porté aucune atteinte aux dogmes de la religion», Gaston Du Boscq de Beaumont, M. Bernos, *op. cit.*, p. 72-74.

167 La préface des *Leçons d'une gouvernante* est très claire à ce sujet (*op. cit.*, t. 1, p. 28-31) : la duchesse d'Orléans voit très peu ses enfants, n'a pas d'entretiens particuliers avec eux. Elle venait à Bellechasse tous les jours «mais toujours aux seules heures où les enfants n'étaient pas dans ma chambre» et à Saint-Leu n'arrivait «qu'aux heures du dîner et des promenades». Si elle s'installe à Saint-Leu, c'est uniquement au temps «où les études étaient suspendues». La présence maternelle ne doit donc en aucun cas interrompre l'ordre de la pédagogie – elle est un trouble à celui-ci. La princesse s'est très vraisemblablement pliée aux injonctions du gouverneur à ce sujet. Dans la lettre adressée à Louis-Philippe, très vraisemblablement le 1^{er} avril 1791, après l'entrevue où celui-ci a tenté de faire revenir sa mère sur sa résolution de chasser M^{me} de Genlis, elle écrit : «Je pleurerai toute ma vie la faiblesse que j'aurai eue de compter trop sur la voix de la nature et de m'être persuadée que personne ne pourrait prendre ma place dans leur [celui de mes enfants] cœur», Gaston Du Boscq de Beaumont, M. Bernos, *op. cit.*, p. 49-50.

168 Gaston Du Boscq de Beaumont, M. Bernos, *op. cit.*, p. 79 ; lettre de la duchesse d'Orléans au duc de Montpensier, s.d. d'après bibliothèque de l'Institut, Ms 2051, pièce 20, fol. 42. La lettre a vraisemblablement été écrite le 4 mai à Eu en réponse aux lettres envoyées par un courrier exprès, la veille, par les ducs de Chartres et de Montpensier, où ils demandaient à leur mère de revenir à Paris. Le courrier exprès est de retour au Palais-Royal le 5 mai à 5 heures du matin. Les ducs de Chartres et de Montpensier disent alors à Gardeur-Lebrun que la réponse maternelle «n'était pas telle qu'ils la désiraient, qu'elle était insignifiante» (AGRB, Fonds Vendôme-Nemours 139 à la date indiquée). Dans cette réponse, la duchesse d'Orléans reproche à ses fils leur «attendrissement continu» qui contribue à mettre leur sœur «dans ces états que vous me dites effrayants» et se contente d'ajouter : «mais ce qui me rassure parfaitement pour la vie de cette pauvre enfant, c'est que son père est auprès d'elle, il prendra certainement toutes les précautions pour assurer son existence». Une lettre dépêchée vraisemblablement le même jour à Louis-Philippe s'étonne de la demande filiale : «Comment avez-vous pu croire, mon cher enfant, d'après l'état dans lequel vous m'avez vue, que ma santé me permettrait de faire le voyage de Paris et que je pourrais soutenir une épreuve qui peut-être ferait mourir votre mère?», *ibid.*, pièce 21, fol. 43. Le duc d'Orléans, qui, le 8 avril précédent, s'est dit forcé par son épouse à lui «ôter sans retour toute espèce d'influence sur leur éducation» (Gaston Du Boscq de Beaumont, M. Bernos, *op. cit.*, p. 47) écrit à celle-ci le 10 mai en reprenant très exactement les termes de la réponse de celle-ci à Montpensier et ajoute : «La précaution la plus sûre et la plus efficace, pour ne pas dire la seule que je connaisse est d'engager M^{me} de Sillery à vouloir bien reprendre la place qu'elle occupait auprès d'elle. Je vais faire tous mes efforts pour l'y déterminer». Le même jour, il envoie copie de cette lettre à la «*dear friend*» (M^{me} de Genlis) : «Ma fille ne vivrait vraisemblablement pas, mais bien sûrement ne vivrait jamais heureuse si vous ne lui rendiez pas vos soins», *ibid.*, p. 87-89.

169 Lettre écrite en réponse aux instructions données le 8 avril par le duc d'Orléans sur la future éducation

Il faut s'interroger ensuite sur les effets de cette éducation. Le premier – et le plus fréquemment retracé par les historiens si bien que nous n'y insisterons pas – est l'emprise psychologique et la captation affective exercée par M^{me} de Genlis sur ses élèves : Louis-Philippe éprouve à l'égard de sa « seconde mère » une passion adolescente¹⁷⁰ ; la relation quasi amoureuse que la gouvernante a délibérément entretenue avec Adélaïde a déclenché chez celle-ci des crises de convulsions après son départ le 26 avril 1791, d'où un rappel rapide à Bellechasse où M^{me} de Genlis revient le 12 mai suivant¹⁷¹. Un extrait du journal d'Adélaïde à la date du 23 février 1793 permet de mesurer à quel point elle a intériorisé le mode sacrificiel par lequel sa gouvernante définit son pouvoir éducatif :

« Il n'y a encore rien de décidé pour l'émigration. Nous sommes dans une cruelle situation. Il est bien triste pour moi d'y voir maman [M^{me} de Genlis] et surtout en pensant que si elle n'avait pas fait le sacrifice de rester avec moi, elle serait

de ses enfants après le départ programmé de M^{me} de Genlis : écrite à Eu, elle est postérieure au 14 avril, alors que le duc avait exigé une réponse dans les vingt-quatre heures, *ibid.*, p. 47-48, 74. Sur tout cet épisode, bien connu, le dossier essentiel est constitué par la correspondance conservée dans les Ms 2048 et 2051 de la bibliothèque de l'Institut. Voir aussi S.-F. de Genlis, *Leçons d'une gouvernante*, op. cit., t. 1, Préface, p. 27-36, et p. 330-341. Les meilleurs récits sont ceux du Baron de Maricourt, *Louise-Marie-Adélaïde... La jeunesse*, op. cit., p. 287-325, qui cite les lettres presque *in extenso*; Gaston Du Boscq de Beaumont, M. Bernos, *La famille d'Orléans pendant la Révolution...*, op. cit., p. 7-216. Voir également Évelyne Lever, *Philippe Égalité*, Paris, Fayard, 1996, p. 399-409.

170 Il l'appelle même sa « véritable mère », ce que corrige son gouverneur, S.F. de Genlis, *Leçons*, op. cit., t. 1, p. 182-183, à la date du 2 décembre 1789. Il l'appelle « maman » dans une lettre du 22 novembre 1789 citée par Gabriel de Broglie, op. cit., p. 192 et où il lui écrit « Je suis à vous, à la vie, à la mort ». Le 24 novembre 1792, il écrit à sa « chère maman » revenue à Paris son « attachement sans bornes » : il n'a « jamais eu la pensée de douter de l'invariabilité de [ses] principes ni de la pureté de [sa] conduite », mots que M^{me} de Genlis avait dû employer dans une lettre précédente de reproches, bibliothèque de l'Institut, Ms 2048, vol. 2, pièce 244.

171 Il faut lire à ce propos les lettres de M^{me} de Genlis à Adélaïde : celles datées des 25, 27 et 29 avril 1791, mais qui ont, en réalité, été écrites à Bellechasse avant le départ pour être remises de deux en deux jours à sa destinataire, publiées *Lettres d'une gouvernante*, op. cit., t. 1, p. 343-358 (la dernière lettre étant conservée en original aux AN, 300 AP III 2, dossier 68, pièce 8); et celles qui sont écrites pendant le voyage (*ibid.*, dossier 68, pièces 10 à 16, 19 et 20) dont voici un échantillon : « Ma vie entière t'est dévouée, je te le jure, je ne me suis éloignée que pour un temps et parce qu'il fallait céder à une nécessité absolue depuis pour le moment. Mais je suis à toi, j'y suis pour ma vie, par le plus tendre des sentiments, par des soins que toi seule peux connaître, par la douceur d'avoir formé un cœur comme le tien, et par la reconnaissance que je dois à ton affection. Sans ce lien que rien ne peut rompre, je voyagerais hors de la France et pour bien longtemps » (lettre datée d'Étampes, 27 avril 1791, *ibid.*, pièce 10 ; elle a été sans doute rapportée directement par le duc de Chartres, qui s'est rendu ce jour-là à Étampes pour donner des nouvelles de sa sœur à M^{me} de Genlis, d'après le journal de Gardeur-Lebrun). Ce ton est en complète contradiction avec ce que la même M^{me} de Genlis « a trop souvent répété » à la duchesse d'Orléans : « qu'il était extrêmement coupable aux personnes qui élevaient les enfants d'exciter en eux des mouvements de sensibilité violents, qu'il dépendait toujours d'elles de les leur épargner », lettre de la duchesse d'Orléans à Louis-Philippe, s.d. [1^{er} avril 1791], Gaston Du Boscq de Beaumont, M. Bernos, op. cit., p. 51.

maintenant parfaitement heureuse et tranquille. Il est bien simple que de temps en temps elle ait de l'humeur »¹⁷².

Il est bien probable que l'emprise affective de Mme de Genlis sur Adélaïde a perduré bien au-delà de leur séparation définitive. En 1797 encore, elle parle à sa mère des « *sentiments si tendres et si doux* » qu'elle conserve à sa gouvernante¹⁷³ et l'indignation avec laquelle Louis-Philippe évoque l'éducation de sa sœur fait sans doute écho à la bienveillance de celle-ci¹⁷⁴. C'est ici qu'il faut revenir aux écrits « théoriques » du gouverneur et tout particulièrement à *Adèle et Théodore* pour comprendre le sens de toute cette histoire. Après cette première investigation dans les archives, on peut proposer l'hypothèse que l'éducation des princes d'Orléans est bien une expérimentation *in vivo* de ce que M^{me} de Genlis proposait dans cet ouvrage qui, tout en comportant des éléments autobiographiques, joue toujours entre deux genres, le traité d'éducation et la fiction romanesque, la mise en scène littéraire étant un moyen pour renforcer la fantasmagorie pédagogique de l'auteur. Le personnage principal de ce roman épistolaire est la baronne d'Almane, porte-parole transparent de l'écrivaine, dotée de toutes

172 AN, 300 AP III 6, pièce 2, journal d'Adélaïde d'Orléans écrit à Tournai, à la date du 23 février 1793. Ce journal est évidemment soumis à la lecture et aux corrections de M^{me} de Genlis. Ce texte prend une dimension pathétique lorsqu'on sait que M^{me} de Genlis n'a qu'une obsession, celle de ne plus avoir à sa charge Adélaïde. Voir à ce propos le texte publié par Louis-Philippe en 1796, *Quelques observations sur la dernière brochure de Madame de Genlis*, s.l. [Hambourg], p. 25-28, où il dénonce les inventions romanesques du récit qu'elle propose dans son *Précis de la conduite de Madame de Genlis depuis la Révolution*, Hambourg, 1796, p. 95-105. Voir également la lettre écrite par M^{me} de Genlis à Adélaïde le 4 juillet 1794, c'est-à-dire deux mois à peine après leur éloignement définitif, AN, 300 AP III 7, sur sa propre « froideur » : « Je voulais modérer votre extrême amitié pour moi, sachant bien qu'il faudrait finir par nous séparer, et certainement si j'eusse été aussi tendre que vous, cette séparation eût été mille fois plus affreuse [...] Ô mon enfant, si j'eusse été comme vous, si je vous avais montré une sensibilité égale à la vôtre, si je n'avais pas mis tous mes soins à éviter ces entretiens particuliers que vous recherchiez avec tant d'ardeur, comment nous serions-nous quittés? ».

173 Ces termes sont repris dans une lettre de la duchesse d'Orléans postérieure aux élections de germinal an V (mars-avril 1797) et elle les considère comme un « aveuglement » : « Je ne puis cependant pas ne pas t'observer que tu dois, lorsque tu t'examines, te trouver une extrême présomption puisque l'opinion de ton malheureux père sur M^{me} de S[illery], celle de ta mère et de tes frères ne peuvent seulement balancer la tienne et que tu persistes à vouloir chérir la personne accusée par ta famille entière d'avoir fait son malheur. Je te le répète, chère enfant, il m'est impossible de ne pas me dire en lisant que tu ne trouves pas dans les enseignements que tu as reçus de raison de juger défavorablement de M^{me} de S[illery], il m'est impossible, dis-je, de ne me pas écrier : cette chère enfant est frappée d'aveuglement ». AN, 300 AP III 3, pièce 8, s.d. [après avril 1797]. Voir également *ibid.*, pièce 51.

174 Voir la lettre de Louis-Philippe adressée à Adélaïde, 31 janvier 1807, qui parle d'une « négligence honteuse et impardonnable », citée Guy Antonetti, *op. cit.*, p. 102, sans référence. La lettre a été en partie arrachée du recueil où elle est conservée : « On t'a appris à jouer de la harpe, ce qui était fort bien fait, mais excepté cela, rien. Voilà le fait, et à qui étais tu livrée ? Grand Dieu ! à une femme de chambre et à un garçon apothicaire ! [...] Mon sang s'allume quand j'y pense ».

les vertus, omnisciente, et toute-puissante : sa capacité d'observation fait que rien n'échappe jamais à sa vigilance de tous les instants ; par sa connaissance des passions, elle imagine les scénarios les plus étranges pour infléchir les conduites de ses élèves et les conduire aux comportements vertueux qu'elle veut leur inculquer. L'enfant qui croit faire une expérience de sa propre conquête de l'autonomie est en réalité l'élément d'un système panoptique où ses fautes sont toujours repérées et lorsqu'il vient avouer à l'éducatrice ses fautes c'est autant pour confesser ses manquements que pour reconnaître le pouvoir du regard maternel. D'où, chez l'auteur, l'obsession d'une programmation sans limites qui ne concède aucune place au hasard, d'un horaire journalier qui ne laisse aucun moment de vacuité, un rêve d'exhaustivité et de clôture : tout élément extérieur introduit du contingent et de l'aléatoire qui vient troubler l'ordre de l'éducation et altérer les conditions d'une expérience qui se veut scientifique, donc compromettre sa réussite puisque la transparence de l'enfant à son éducatrice authentifie le plein succès de celle-ci. Se greffe sur cette fantasmatique l'extraordinaire pouvoir accordé à l'écriture : la jeune Adèle est invitée non seulement à faire des extraits de ses lectures mais aussi à écrire un journal (lu et contrôlé par sa mère) et à participer à la rédaction d'un pseudo-roman épistolaire – fiction mise en abyme dans la fiction – où elle est chargée de réfuter dans ses réponses les lettres d'un frère imaginaire et libertin qui lui envoie les arguments les plus perfides, issus des textes « infâmes » des philosophes que sa mère a recueillis et « extraits »¹⁷⁵. Le journal de l'éducatrice comme ceux de ses élèves constituent les preuves de la validité de l'expérimentation et de sa vérité : la première expose l'excellence de sa méthode tandis que les seconds lui renvoient en miroir la reconnaissance du pouvoir bienfaisant qu'elle exerce sur eux¹⁷⁶. Les *Lettres sur l'éducation* – c'est la deuxième partie du titre – sont d'ailleurs remises comme « présent de nocces » en deux exemplaires par la baronne d'Almane, lorsque, le même jour, Adèle se marie avec le comte de Valmont tandis que Théodore épouse Constance de Limours dont les perfections doivent tout aux conseils épistolaires de celle-ci : ce livre « révèle les secrets de l'éducation » et si les héros principaux ne s'écartent pas de leurs devoirs et conservent tous

175 S.-F. de Genlis, *Adèle et Théodore ou Lettres sur l'éducation*, [Paris, 1782], t. 3, lettre XI, dans l'édition critique de 2006, p. 466-468.

176 Nous reprenons ici les analyses de l'article lumineux de Didier Masseau, « Pouvoir éducatif et vertige de la programmation dans *Adèle et Théodore* et quelques autres ouvrages », François Bessire, Martine Reid, *Madame de Genlis, Littérature et éducation*, Mont-Saint-Aignan, Publications des universités de Rouen et du Havre, 2008, p. 27-40.

leurs principes, alors « ma méthode est bonne, mon système n'est point chimérique et mon ouvrage n'est point un roman »¹⁷⁷.

Tout se passe comme si, dans l'éducation des enfants d'Orléans, le rêve inquiétant et totalitaire de M^{me} de Genlis s'était pleinement fait réalité. Les conflits qui la jalonnent sont liés aux résistances qui viennent entraver l'imposition d'un ordre éducatif souverain : l'exclusion de la duchesse d'Orléans (à laquelle ni son époux, ni M^{me} de Genlis ne veulent reconnaître de volonté propre : elle est « mal » conseillée) est simplement logique puisqu'elle perturbe une organisation qui se déploie dans la clôture du couvent de Bellechasse et au château de Saint-Leu, dans le cadre d'une famille « recomposée » où le gouverneur a pris sa place. Lors d'un des nombreux différends qui jalonnent ses rapports avec ceux qui lui sont subordonnés, M^{me} de Genlis les tance vertement :

« Ces MM. [l'abbé Guyot et Gardeur-Lebrun]... en sauraient autant que moi s'ils avaient réfléchi pendant 20 ans sur l'éducation et s'ils avaient fini comme moi plusieurs éducations avant celle-ci. Ils ne m'ont jamais questionné. Ils croient connaître les enfants, ce n'est pas chose si aisée et tout le mérite du monde n'y fait rien sans l'expérience et de longues méditations. [...] Étant mère, ayant fait et fini deux éducations et j'ose dire avec succès, ayant tourné depuis 20 ans toutes mes pensées sur l'éducation et donné quelques ouvrages dans ce genre qui n'ont pas été jugés dépourvus de raison et de connaissance des enfants, je devais naturellement m'y entendre mieux qu'eux »¹⁷⁸.

C'est au nom de ce savoir et de cette expérience qu'« en un mot », elle a le « droit de leur enseigner toutes les choses [qu'elle sait] et tout ce [qu'elle est] en état de leur apprendre », aussi bien la géographie que l'histoire ou l'instruction chrétienne, étant donné le volume d'« extraits » qu'elle a déjà composés :

« Quel gouverneur s'est mêlé de donner lui-même des leçons ? Il ne faut donc pas me comparer à un gouverneur. Je n'ai accepté ma place ni par intérêt ni par ambition, elle n'a rien absolument rien changé à mon sort actuel. Je n'ai rien voulu que le droit de disposer souverainement de ces enfants que l'amitié m'a confiés, leur consacrer tous mes soins et le peu de talents que j'ai. C'est une satisfaction assez légitime et achetée par d'assez grands sacrifices pour qu'elle ne dût pas m'être contestée »¹⁷⁹.

177 S.-F. de Genlis, *Adèle et Théodore*, op. cit., t. 3, lettre LIX, [1782] 2006, p. 626-627.

178 Archives du musée Condé, Chantilly, Ms 1937, aux dates des 15 et 17 avril 1785.

179 *Ibid.*, à la date du 28 mai 1785. Ayant refusé toute rémunération de la part du duc et de la duchesse d'Orléans, M^{me} de Genlis estime qu'en retour, elle est en droit d'attendre d'eux une reconnaissance indéfectible en raison de ses « sacrifices ».

Les souvenirs de l'ancien élève Louis-Philippe ne concordent guère avec ces affirmations. Certes, soulignant la difficulté qu'il y a à donner « une idée exacte du système d'éducation de M^{me} de Genlis », parce qu'il « était rare qu'elle suivît un plan avec constance et persévérance », il reconnaît solennellement qu'elle avait l'intention de faire de lui un « honnête homme » et sa conscience lui « permet de dire qu'elle a réussi »¹⁸⁰. Mais, dans le même mouvement, il adresse à l'égard de la pédagogie de son ancien gouverneur un jugement abrupt, qui est sans doute le plus cruel qui ait jamais été porté :

« Ses idées étaient le résultat de ses lectures, et rarement de ses réflexions. Il est donc simple qu'elles variassent, selon les ouvrages qui lui passaient par les mains. Elle lisait beaucoup, mais en général, c'était avec tant de rapidité que ce n'était que par des notes et des extraits, qu'elle se ressouvenait de ce qu'elle avait lu : aussi son instruction était-elle factice et superficielle, et je crois que cela lui convenait assez, car son but était de briller. Elle s'était rempli la tête d'anecdotes, afin de paraître très instruite; elle lisait et relisait sans cesse ce qu'elle appelait *les traits détachés*, et des collections de citations. Elle avait fait pour nous beaucoup d'abrégés chronologiques où toutes les époques des différentes histoires étaient rassemblées. Mais elle n'en avait retenu aucune. Je crois qu'elle n'était pas susceptible du degré d'application qui aurait été nécessaire pour cela; ce défaut de réflexion et d'application la rendait incapable de grandes conceptions. Elle n'a jamais pu embrasser à la fois dans sa pensée les différentes histoires contemporaines et les rapprocher les unes des autres. Elle lisait l'histoire comme on lit des romans ou des recueils d'anecdotes, et, en vérité, on peut dire que c'est comme cela qu'elle lisait tous les livres »¹⁸¹.

Les *Mémoires* sont rédigés à partir de 1802 et Louis-Philippe est désormais bien revenu de la passion juvénile qu'il portait à son gouverneur¹⁸². M^{me} de Genlis, écrit-il à l'orée du XIX^e siècle, ne pouvait gouverner que

180 *Mémoires de Louis Philippe, duc d'Orléans, op. cit.*, t. 1, p. 20, 22, 24.

181 *Ibid.*, p. 20-21.

182 Le désenchantement naît à partir d'avril 1793, au cours de l'émigration en Suisse. Voir Marguerite Castillon du Perron, *op. cit.*, t. 2, p. 32-35, 78-79, 92, qui s'appuie sur la correspondance entre Louis-Philippe et le général Anne-Pierre de Montesquiou, dont des extraits sont conservés aux Archives nationales, 300 AP III 11. Voir également la lettre de la comtesse de Flahaut à Gouverneur Morris, 27 janvier 1795 : « Il est maintenant complètement étranger à cette dame et à ses principes, et il a même retiré sa sœur de ses mains », Auguste Gandais (éd.), *Mémorial de Gouverneur Morris*, t. 1, Paris, 1842, p. 450-452. Le 4 prairial an IV (23 mai 1796), la duchesse d'Orléans s'interroge encore dans une lettre envoyée à ses deux fils cadets emprisonnés à Marseille : « Il me revient de toute part que le gros père [Louis-Philippe] n'a plus de relations avec la personne qui nous a fait tant de mal : j'ai besoin que cela soit vrai, et d'en avoir la certitude positive », AN, 300 AP III 4, pièce 17. Le 15 août suivant, Louis-Philippe lui écrit depuis Friedrichstadt : « Il m'est impossible, puisque j'écris à ma chère maman, de ne pas saisir cette occasion de lui dire que, depuis longtemps, je n'ai plus de relations avec M^{me} de Genlis », texte cité Guy Antonetti, *op. cit.*, p. 289 d'après une copie de la lettre conservée aux AN, 300 AP III 3, pièce 173.

« par l'influence des passions [...] Cependant elle n'a jamais pu s'arroger sur mon esprit l'empire absolu auquel elle prétendait. Je connaissais trop bien la faiblesse de son entendement pour pouvoir lui soumettre le mien, et elle sentait comme moi que c'était impossible »¹⁸³.

Au terme du portrait qu'il dresse de celle qui l'a élevé pendant plus de dix ans, Louis-Philippe pointe les contradictions de l'éducation qu'il a reçue, où l'injonction d'une vertu austère se conjugait avec la prescription de maintenir son rang princier. Il insiste sur la dévotion rigoriste et le *républicanisme puritain* dans lesquels M^{me} de Genlis a voulu l'entraîner :

« J'avoue que j'ai eu beaucoup de peine à me ramener de la région des chimères où m'avait lancé M^{me} de Genlis, dans celle des réalités et des imperfections où nous sommes destinés à vivre, et il m'a fallu beaucoup de travail sur moi-même pour comprendre que dans le monde rien ne pouvait atteindre la perfection, que tout y était imparfait, et devait l'être nécessairement »¹⁸⁴.

Dominique Julia

CNRS (centre de recherches historiques EHESS)

dominique.julia40@gmail.com

183 *Mémoires de Louis-Philippe, duc d'Orléans, op. cit.*, t. 1, p. 21-22. Rappelons seulement les propos que M^{me} de Genlis, soucieuse de rentrer le plus rapidement possible en France, lui adressait en 1796 : « Vous ! prétendre à la royauté ! [...] D'ailleurs quand vous pourriez légitimement et raisonnablement prétendre au trône, je vous y verrais monter avec peine, parce que vous n'avez (à l'exception du courage et de la probité) ni les talents ni les qualités nécessaires dans ce rang. Vous avez de l'instruction, des lumières et mille vertus. Chaque état demande des vertus particulières et vous n'avez point celles qui font les grands rois. Vous êtes fait par vos goûts et votre caractère pour la vie sédentaire et privée, pour offrir le touchant exemple des vertus domestiques », *Précis de la conduite...*, *op. cit.*, p. 261-263.

184 *Ibid.*, t. 1, p. 26.